

Interaction

VOLUME 27, NUMÉRO 2, AUTOMNE 2013

L'importance du rôle des services de garde pour les familles canadiennes



Journée
NATIONALE DE
l'enfant
Le 20 novembre

Une génération coincée

Un service de garde à coût abordable est une des politiques clés pour résoudre le problème du soutien aux familles

Les obstacles au rapprochement dans les services de garde : le point de vue des enseignantes

Perfectionnement professionnel en ligne

Relever le défi : Stratégies efficaces auprès des enfants présentant des problèmes de comportement dans les milieux de la petite enfance

Le comportement des enfants dont vous vous occupez vous pose-t-il des défis? Avez-vous besoin de stratégies pratiques pour vous aider dans vos interactions quotidiennes avec les enfants?

S'appuyant sur la ressource populaire *Relever le défi* de Barbara Kaiser et Judy Sklar Rasminsky, notre cours en ligne et révisé sera offert sous forme de six modules présentés sur une période de six semaines, au bout desquelles sera décerné un certificat. Voilà l'occasion rêvée de parfaire votre perfectionnement professionnel dans le confort de votre foyer.

Vérifiez notre site Web, www.cccf-fcsge.ca, et notre page Facebook pour avoir toutes les coordonnées sur ce cours et sur les autres choix de cours en ligne que vous propose la FCSGE grâce à ses ressources qui assureront votre perfectionnement professionnel!

Inscrivez-vous sur notre site web



CANADIAN
CHILD CARE
FEDERATION
FÉDÉRATION
CANADIENNE DES
SERVICES DE GARDE
À L'ENFANCE

Devenir membre
de la FCSGE et
s'abonner à

Interaction



Oui! Je souhaite devenir membre de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE) et recevoir le magazine *Interaction*.

Particulier : 65 \$

Organisation : 90 \$

Étudiant : 35 \$

www.cccf-fcsge.ca/fr/adhesion/



L'importance du rôle des services de garde pour les familles canadiennes

22 Une génération coincée : Un service de garde à coût abordable est une des politiques clés pour résoudre le problème du soutien aux familles

Paul Kershaw, Lynell Anderson et Andrea Long

25 Il est temps de repenser les services de garde

Margot Young

27 Des ressources pour les familles de militaires canadiens

Andrea Estensen

Sections

OPINIONS

- 2** Dans les coulisses
Claire McLaughlin
- 3** À l'interne
- 5** De mon observatoire
Don Giesbrecht, président de la FCSGE
- 6** Le chemin parcouru, le chemin devant moi : ma carrière dans le domaine de l'apprentissage et de la garde de la petite enfance
Linda McDonell
- 9** Le service de garde change-t-il quelque chose dans le développement de l'enfant? Quelques idées reçues à propos des services de garde
Lauren Lowry

PRATIQUE

- 13** Les obstacles au rapprochement dans les services de garde : le point de vue des enseignantes
Dr. Sharon Quan-McGiimpsey, Sarah Marziliano et Trevor Hassen
- 17** De l'élaboration d'un ajout autochtone à l'Échelle d'évaluation de l'environnement préscolaire – révisée (ÉÉEP-R)
Marc Lalonde

NOUVELLES

- 30** Réseau pancanadien et au-delà
- 32** Calendrier
- 32** Ressource
- 32** Échos de la recherche

Le présent numéro d'*Interaction* s'accompagne d'une nouvelle feuille-ressources :

N° 102 – Coup d'œil sur la garde des enfants au Canada



La photo de la page couverture a été prise par Sylvia Sedore au Seneca College's Lab School, King Campus.

Dans les coulisses

Comme la plupart des parents, je n'oublierai jamais ce que ça m'a fait de laisser pour la première fois mon aînée, alors âgée d'un an et demi seulement, aux mains de l'intervenante en service de garde. Je n'ai pas mesuré à ce moment-là la chance que j'avais de faire affaire avec un personnel aussi instruit et qualifié. J'ai commencé peu à peu à entrevoir que non seulement mon enfant obtenait les meilleurs soins et tout le soutien qu'il lui fallait pour son bien-être, mais aussi que c'était le cas pour moi et mon mari. En tant que jeune maman, il m'arrivait de me présenter le matin en larmes au service garde après avoir été incapable d'habiller ma petite ou de la nourrir sans qu'elle se torde sur le plancher en hurlant son désaccord face à toutes mes demandes, tellement j'étais pressée de me rendre au travail à l'heure. L'intervenante et la directrice s'asseyaient alors avec moi à la fin de la journée afin de discuter des façons de m'y prendre pour que mon enfant collabore le matin et pour que nous en finissions avec nos luttes de pouvoir. Elles me parlaient des périodes de transition et du développement affectif et m'ont même proposé de créer une affiche avec autocollants et récompenses pour faciliter la routine matinale de l'habillage et du brossage des dents, dessinés dans des carrés comme ceux d'un calendrier hebdomadaire. Elles m'ont aussi offert de bons livres et DVD sur la question des comportements difficiles et la manière d'y réagir. Dans l'ensemble, elles m'ont surtout écoutée sans me juger. J'ai senti qu'elles étaient présentes comme s'il s'agissait d'une famille élargie, ce que je n'avais pas dans la ville où je vivais à l'époque. Voilà comment un service de garde de qualité peut soutenir les familles.

Dans ce numéro d'*Interaction*, on constate que les programmes de garde vont au-delà des besoins de garde immédiate des enfants et soutiennent les familles canadiennes aux niveaux personnel et familial tout comme sur les plans politique et économique à l'échelle nationale. Voyez la façon dont les services de garde sur les bases militaires répondent aux besoins affectifs et logistiques des enfants dont les parents œuvrent dans les Forces canadiennes. Voyez aussi en quoi les services de garde font partie intégrante de la prospérité économique de la génération coincée entre la nécessité de prendre soin de ses enfants en même temps que de ses parents âgés.

Cet automne est aussi le moment de célébrer la Journée nationale de l'enfant, qui se fête le 20 novembre de chaque année. Envoyez-nous la liste des activités que vous prévoyez tenir, à inscrire sur notre page Facebook et regardez les autres événements prévus dans la section Thèmes de notre site Web.

Claire McLaughlin, rédactrice en chef
cmclaughlin@ccc-fcsge.ca

Interaction

VOLUME 27, NUMÉRO 2, AUTOMNE 2013

PUBLIÉ PAR LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE, 600-700, avenue Industrial, Ottawa (Ont.) K1G 0Y9; Tél. : 613-729-5289 ou 1 800 858-1412; téléc. : 613-729-3159; courriel : info@ccc-fcsge.ca; site Web : www.ccc-fcsge.ca/fr/

Rédactrice	Claire McLaughlin
Design/Mise en pages	Fairmont House Design
Publicité	Claire McLaughlin
Traduction	Diane Archambault/Min'Alerte Inc. Martine Leroux/SMART Communication
Impression	PSI Print Solutions Inc.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente, Conseil des membres	April Kalyniuk
Trésorière	Linda Skinner
Administratrice	Christine MacLeod
Administratrice	Marni Flaherty
Administratrice	Taya Whitehead
Administratrice	Cynthia Dempsey

CONSEIL DES MEMBRES

Alberta Child Care Association	Margaret Golberg
Alberta Family Child Care Association	Rebecca Leong
Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario	Sylvie Charron
Association of Early Childhood Educators of Newfoundland and Labrador	Mary Walsh
Association of Early Childhood Educators Ontario	Eduarda Sousa
Association of Early Childhood Educators of Quebec	Julie Butler
BC Aboriginal Child Care Society	Mary Burgaretta
BC Family Child Care Association	Carman Barclay
Certification Council of Early Childhood Educators of Nova Scotia	Joann Sweet
Early Childhood Development Association of PEI	Sonya Hooper
Early Childhood Educators of B.C.	Taya Whitehead
Home Child Care Association of Ontario	JoAnn Gillan
Manitoba Child Care Association	Julie Skatfield
Nova Scotia Child Care Association	Kathleen Couture
Saskatchewan Early Childhood Association	Richard Cuttell
Soins et éducation à la petite enfance du Nouveau-Brunswick	Jean Robinson
Yukon Child Care Association	Cyndi Desharnais
Liaison des Territoires du Nord-Ouest	Elaine René-Tambour

PERSONNEL

Président	Don Giesbrecht
Chef des publications	Claire McLaughlin
Consultante principale	Robin McMillan

Les enfants sont notre plus grande richesse et la raison d'être de notre organisme.

Pour protéger nos enfants et développer leur plein potentiel, pour leur garantir leur sécurité ainsi qu'une croissance saine, nous nous sommes engagés à mettre au service des Canadiens les connaissances et les pratiques les plus sûres en matière d'apprentissage, de stimulation précoce et de garde éducative des jeunes enfants.

Poste-publications N° de convention 40069629
N° d'enregistrement TPS - 106844335 RT
ISSN 0835-5819



CANADIAN
CHILD CARE
FEDERATION
FÉDÉRATION
CANADIENNE DES
SERVICES DE GARDE
À L'ENFANCE



À L'INTERNE

La Journée nationale de l'enfant 2013 – le 20 novembre

Le droit d'être protégé contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales

Dans la foulée de toute l'attention récemment portée à la sécurité et au bien-être des enfants dans le milieu de garde, la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance aimerait saisir l'occasion qu'est la Journée nationale de l'enfant pour insister sur l'importance d'offrir à tous les enfants un milieu d'une grande qualité et sécurité, adapté à leur stade de développement. C'est pourquoi la FCSGE a choisi l'article 19, *Le droit d'être protégé contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales* comme thème de la Journée nationale de l'enfant cette année.

L'article 19 de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* se lit comme suit :

1. « Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour

protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou de ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié. »

2. « Ces mesures de protection comprendront, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui il est confié, ainsi que pour d'autres formes de prévention, et aux fins d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits ci-dessus, et comprendront également, selon qu'il conviendra, des procédures d'intervention judiciaire. »

En résumé, dans un langage que l'enfant peut comprendre, l'article 19 dit ceci :

« Tu as le droit d'être protégé contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales. »

Communiquez avec Robin McMillan, rmcmillan@cccf-fcsge.ca, consultante principale en projets, à propos de vos activités prévues pour la Journée nationale de l'enfant de façon à en informer vos collègues, ou faites connaître vos idées sur cette journée à l'aide de notre page Facebook.



Journée nationale
de l'enfant

Le 20 novembre





Réduisons le radon

Pour la santé de vos enfants...
réduisez les concentrations de
radon dans votre maison.



Le radon est un gaz incolore qui provient de l'uranium dans le sol. Le radon sous forme de gaz peut s'infiltrer dans votre maison par les fissures ou les trous dans la fondation. Vous ne pouvez ni le voir, ni le goûter, ni le sentir. Presque toutes les maisons renferment une certaine quantité de radon.

De fortes concentrations de radon augmentent le risque de développer un cancer du poumon. Si vous et vos enfants êtes exposés à la fumée de cigarette et à de fortes concentrations de radon, le risque de développer un cancer du poumon est encore plus élevé.



Si le test indique une forte concentration de radon dans votre maison, visitez reduceradon.ca (Indiquez sur Français) pour découvrir ce que vous et votre propriétaire pouvez faire.

Service d'une trousse qui prend trois mois pour mesurer facilement la concentration de radon dans votre maison. Vous pouvez vous procurer une trousse de mesure dans certaines quincailleries ou la commander en ligne.



Ne permettez à personne de fumer dans votre maison.



www.environnementsainspourenfants.ca

La FCSGE souhaite la bienvenue à Taya Whitehead, nouvelle membre du conseil

La FCSGE a le plaisir d'annoncer que Taya Whitehead de ECEBC s'est jointe au conseil d'administration le 1^{er} août 2013 pour un mandat d'un an. Christine McLeod demeurera au conseil pour la même période d'un an. Taya et Christine s'ajoutent à l'équipe formée d'April Kalyniuk (présidente), de Linda Skinner (trésorière), de Marni Flaherty (administratrice) et de Cynthia Dempsey (administratrice) pour constituer le conseil d'administration de la FCSGE en 2013-2014.

Bienvenue à Jean Robinson, nouvelle représentante au conseil des membres

Le 1^{er} août 2013, la FCSGE a eu le plaisir d'accueillir au conseil des membres Jean Robinson, représentante de Soins et éducation à la petite enfance du Nouveau-Brunswick.

Au revoir à une membre du conseil et à une représentante au conseil des membres

Nous souhaitons également remercier Carol Langer, membre sortante du conseil, qui nous quitte après huit ans de présence. Nous lui souhaitons bonne chance dans ses futures entreprises professionnelles.

Nous souhaitons enfin remercier Denise Marshall de ECEBC pour la contribution qu'elle a apportée au conseil durant son mandat.

Perfectionnement professionnel en ligne – Relever le défi

S'appuyant sur la ressource populaire *Relever le défi* de Barbara Kaiser et Judy Sklar Rasminsky, notre cours en ligne et révisé sera offert sous forme de six modules présentés sur une période de six semaines, au bout desquelles sera décerné un certificat. Voilà l'occasion rêvée de parfaire votre perfectionnement professionnel dans le confort de votre foyer.



Vérifiez notre site Web et notre page Facebook pour avoir toutes les coordonnées sur ce cours et sur les autres choix de cours en ligne que vous propose la FCSGE grâce à ses ressources qui assureront votre perfectionnement professionnel!



DE MON OBSERVATOIRE

Pourquoi investir dans les enfants et les familles?

par Don Giesbrecht, président de la FCSGE

Après une longue absence dans les médias, la question de la garde des enfants a refait surface dans les nouvelles nationales et dans la conscience collective du peuple canadien à la suite d'une série d'incidents troublants qui se sont produits dans des services de garde non réglementés, non surveillés et ne détenant pas de permis. Ce n'est certes pas l'idéal qu'il faille que ce soit les médias et la société qui se posent des questions délicates à propos de la garde des enfants et par surcroît après une tragédie, mais il arrive hélas trop souvent que l'on ait besoin d'un drame pour jeter la lumière sur une situation accablante.

L'attention médiatique qui en a résulté a mis à jour les inégalités flagrantes dans la garde et l'éducation des plus jeunes citoyens du Canada. En dépit des faits évidents, qui sont décrits plus loin, le Canada est toujours dépourvu d'un plan national pour les enfants, préférant semble-t-il espérer pour l'instant que tout aille bien et, mieux encore, préférant politiser la question du besoin d'investir dans un leadership et une vigoureuse politique gouvernementale.

Même si chaque province et territoire dispose de lois et de politiques relatives à la garde et à l'apprentissage de la petite enfance, on les applique et les met à exécution à divers degrés d'efficacité et de détermination. Dans aucun autre secteur de la société canadienne, on n'assiste à une telle ambivalence et à une telle absence de politique et d'engagement que ce que l'on constate à l'égard de nos plus jeunes citoyens. Les familles doivent-elles procéder à tâtons pour trouver des soins pour leurs membres âgés? Exige-t-on d'elles qu'elles s'inscrivent sur des listes d'attente pour que leurs enfants entrent à l'école élémentaire et secondaire en s'organisant à l'amiable entretemps? On pourrait citer beaucoup d'autres exemples, mais la question est claire : la société canadienne, son économie et sa main-d'œuvre ont changé il y a de nombreuses années tout comme la science touchant la petite enfance et le développement du cerveau. Il est gênant de constater que nous continuons malgré tout à tourner en rond et à ressasser la raison pour laquelle les services de garde et d'apprentissage de la petite enfance sont fondamentaux

pour les familles canadiennes; en fait — et nous ne cessons de le dire — l'inaction est synonyme d'occasions ratées.

Pourquoi investir dans les enfants et les familles?

- 72 % des mères ayant des enfants âgés de 0 à 5 ans sont sur le marché du travail.
- 84 % des mères ayant des enfants âgés de 6 à 15 ans sont sur le marché du travail.
- 3 millions d'enfants au Canada âgés de 0 à 12 ans ont une mère sur le marché du travail.
- Il y a 921 841 places réglementées, subventionnées et surveillées en services de garde au Canada.
- 20 % des enfants âgés de 0 à 12 ans ont accès à une place dans un service de garde réglementé, subventionné et surveillé.
- Le coût annuel des services de garde au Québec est de 1 820 \$.
- Le coût annuel de la garde des enfants d'âge préscolaire au Manitoba est de 5 480 \$.
- Le coût moyen des services de garde des enfants d'âge préscolaire en Alberta est de 9 480 \$ par année.
- Le coût moyen d'une année d'études de premier cycle dans une université canadienne est de 5 366 \$.

Les chiffres ci-dessus illustrent pourquoi nous avons besoin d'un plan national pour les enfants. Les familles ont besoin d'un service de garde, et pourtant la majorité de ces services sont offerts dans des milieux non réglementés et non surveillés (soyons clairs : il y a des responsables de services qui sont extraordinaires dans ce marché au Canada, mais chaque province et territoire a établi des règles sur le nombre d'enfants qui peuvent être pris en charge dans un milieu ne détenant pas de permis. Ces règles sont-elles toujours respectées?)

Les coûts d'un service de garde continuent à croître et s'ajoutent à la dette globale que les familles se voient dans l'obligation de contracter aujourd'hui. La garde des enfants coûte plus cher qu'une année d'études universitaires de premier cycle. Le secteur de la garde des enfants est toujours aux prises avec des problèmes de salaires, d'avantages sociaux et de rétention d'un personnel compétent et qualifié. Un service de garde de qualité est pourtant ce qui compte le plus; il devrait être axé sur le développement et non seulement sur la surveillance, ce qui sous-entend la nécessité pour les intervenantes d'offrir un service d'apprentissage de qualité en plus de la garde et d'être au courant du développement du cerveau dans la petite enfance. Ce sont des impératifs qui illustrent la nécessité d'apprécier les enfants à leur juste valeur et d'accorder la priorité à leurs besoins. L'accès à un service de garde de qualité et l'investissement dans un tel service ne constituent pas un affront à la sacro-sainte respectabilité des familles canadiennes, mais bien au contraire servent à soutenir et à rehausser notre mode de vie moderne.

Les deux grandes forces de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance ont toujours été sa capacité de réseautage et l'étendue de sa représentation, d'un océan à l'autre et à l'autre, du secteur de la garde et de l'apprentissage de la petite enfance. En tant qu'organisation, nous reconnaissons mieux que quiconque la richesse des enfants et l'importance d'un leadership et d'une politique gouvernementale à l'égard des enfants et des familles. Nous savons par ailleurs que le Canada est en perte de vitesse. Il est temps d'agir.



Linda McDonell, récipiendaire du Prix d'excellence en services de garde de la FCSGE retrace son parcours professionnel

Le chemin parcouru, le chemin devant moi : ma carrière dans le domaine de l'apprentissage et de la garde de la petite enfance

par Linda McDonell

Ma grand-mère avait l'habitude de déclarer avec beaucoup de conviction : « Je te le dis, en vieillissant, le temps passe de plus en plus vite. C'est vrai! Je le sais parce que je le vois fuir! » Elle faisait cette déclaration en pointant du doigt, d'un air accusateur, son horloge numérique dernier cri comme si c'était la technologie qui était à blâmer. Il fallait que je sois d'accord (autant à propos du temps que de la technologie!). J'ai moi aussi fait l'expérience du temps qui passe trop vite comme je courais

à droite et à gauche pour remplir toutes mes obligations d'épouse, de mère, de fille, de petite-fille, d'éducatrice de la petite enfance, de directrice de ma propre garderie et de militante pour la petite enfance. Je dois admettre que les choses sont différentes maintenant, toutefois. Quand je regarde ma vie et ma longue carrière dans le domaine de la petite enfance, je reconnais que lorsque les années devant soi ne peuvent être que moins nombreuses que celles laissées derrière, chaque moment devient tellement plus précieux et la qualité du parcours, tant celui déjà vécu que celui devant soi, prend une grande importance.

Il y a quelques mois, la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE) a annoncé que j'étais la récipiendaire de son *Prix d'excellence*. C'est un grand honneur d'autant plus que c'est un groupe merveilleux de femmes qui a proposé ma candidature, toutes des femmes qui ont été mes premières collègues et qui sont par la suite devenues de bonnes amies au cours des quelque trente dernières années. Ces femmes ont aussi eu une influence énorme sur la professionnelle que j'allais devenir et sur ma capacité d'accueillir un tel honneur. Lorsqu'on m'a annoncé que j'étais la candidate choisie, on m'a demandé d'écrire un article sur ma carrière comme professionnelle auprès de la petite enfance. Curieusement, au moment de la réception du prix (et de la demande d'écrire cet article), je venais tout juste depuis quelques semaines de prendre ma retraite de l'université de l'île de Vancouver. Je dis curieusement, parce que j'étais alors en profonde réflexion sur la façon dont j'avais passé mes quarante dernières années! Ce qui suit est un compte rendu quelque peu abrégé de ma longue carrière dans le domaine de la petite enfance.

À l'âge tendre de neuf ans, je suis fière de pouvoir dire que j'ai joué mon premier rôle de porte-parole à titre de présidente de *The Kindness Club (TKC)*. Il s'agissait d'un club de quartier réunissant une dizaine de petites filles qui ramassaient de l'argent grâce à des bazars dans la cour arrière au profit du Fonds Colonist 500 qui venait en aide aux familles démunies au temps des Fêtes. Je ne suis pas aussi fière de dire, qu'à l'époque, je n'étais ni plus ni moins qu'un despote comme présidente. Alors que les autres fillettes se réjouissaient de me voir dans ce rôle au début, par la suite, elles ont voulu devenir présidentes à leur tour. Je les ai alors informées que ce n'était pas possible et qu'il me fallait être présidente puisque les réunions se tenaient *chez moi*. Lorsqu'elles ont proposé de tenir les réunions chez quelqu'un d'autre, je leur ai dit : « Non, c'est moi la présidente et c'est moi qui décide où se tiennent les réunions! » Heureusement, en vieillissant, je suis devenue considérablement plus démocratique dans mes autres rôles de cadre.



Mon intérêt à travailler avec les enfants a aussi débuté tôt. J'adorais jouer le rôle de gardienne et c'est avec joie que j'ai accepté mon premier emploi peu payé en service de garde (je gagnais vingt-cinq cents de l'heure, ce qui était peu même en 1961); je devais m'occuper d'une merveilleuse petite fille dans mon quartier. Plus tard, j'ai joué le rôle de nounou auprès des cinq garçons de ma sœur à Hawaï. Même si la paye n'était pas plus élevée, il y avait d'excellents avantages comme de pouvoir me baigner à la magnifique plage Kailua avec mes petits protégés! En 1971, reconnaissant mon amour et mon talent pour le travail auprès des jeunes enfants, je me suis inscrite dans le programme de formation en supervision préscolaire au Collège Camosun. J'ai eu la grande chance d'étudier sous la direction de Roberta « Bobby » Emery et de Barbara West, deux enseignantes à la maternelle Goosey Gander à Gordon Head, Victoria. Ces femmes m'ont, moi et d'autres, fait pénétrer d'entrée de jeu dans les années 1970 avec de nouvelles idées qui nous ont fait remettre en question les anciennes notions « d'enseignement » aux enfants d'âge préscolaire au moyen des trois R pour au contraire créer un milieu d'apprentissage intéressant et stimulant qui aide les enfants à explorer leur univers par le jeu. De cette façon, nous avons permis aux enfants de découvrir une forme d'apprentissage à laquelle ils pouvaient s'identifier et qui était intrinsèquement adaptée à leur stade de développement. Avec ma nouvelle amie Kathy, qui était étudiante avec moi à Camosun et qui était également devenue une disciple de la nouvelle méthode d'enseignement, nous avons ouvert l'école maternelle Hobbit Hole en 1974 à View Royal, Victoria. Au départ, il y avait deux enseignantes au préscolaire et six enfants qui fréquentaient les lieux quatre matinées par semaine, mais à la fin de l'année scolaire, il y avait deux immeubles, quatre enseignantes et vingt-six enfants. Nous n'avions de salles de bain que dans un des immeubles si bien que nous avons installé une clochette sur la porte pour savoir quand les enfants allaient et venaient aux toilettes, grim pant dans l'escalier et revenant en courant sous la pluie! Si les quatre ans étaient le plus souvent indépendants dans cette activité, les enfants de trois ans étaient toujours accompagnés. Dans la salle de jeu principale dépourvue d'eau courante, les enseignantes allaient montant et descendant les escaliers avec des seaux d'eau pour faire la vaisselle. Nous avons aussi un magnifique terrain de

Nous n'avions de salles de bain que dans un des immeubles si bien que nous avons installé une clochette sur la porte pour savoir quand les enfants allaient et venaient aux toilettes, grim pant dans l'escalier et revenant en courant sous la pluie!

jeu naturel muni d'un vieux bateau, d'une grande boîte de sable et d'une clôture sur une partie du terrain. Notre premier terrain de jeu devant l'église Saint-Columba avait plutôt consisté en un sentier asphalté menant à une route de campagne passante et dangereuse. Les enfants s'y donnaient à cœur joie à pédaler à toute vitesse dans la descente au bout de laquelle il y avait un arrêt. C'était là où ils devaient faire demi-tour avec leur bicyclette, ce qu'ils n'ont jamais manqué de faire.

À la fin du printemps de 1975, Kathy et moi avons participé à notre premier congrès des éducatrices au préscolaire de la Colombie-Britannique (devenue depuis 1989 l'Early Childhood Educators of BC). C'est le soir de cette assemblée

générale annuelle, alors que je regardais agir les femmes en avant (la belle, intelligente et intensément dévouée Kay Britton était présidente à l'époque) que je me suis promis de devenir une « vraie » professionnelle et d'être un jour au-devant de la scène avec elles. C'est là où a débuté mon long et infaillible engagement envers le développement de la profession de la petite enfance; j'ai occupé de multiples postes de première ligne, notamment au sein de la Direction de Victoria de l'organisme. À partir du milieu des années 1980 jusqu'en 1995, j'ai siégé à divers titres au conseil exécutif de BCPSTA/ECEBC, jusqu'à en devenir présidente et à occuper un poste au conseil des membres de la FCSGE. J'ai été la première présidente de l'ECEBC à avoir une directrice générale (DG). Quelle chance. Joyce Branscombe est devenue ma conseillère attitrée en tant que DG, poste qu'elle a occupé à la tête d'ECEBC pendant huit ans. Beaucoup d'entre nous parlons encore de ces années comme étant « la belle époque »! Sous la direction de Joyce et grâce au leadership d'un groupe de femmes formidables, l'organisme a pris de l'ampleur et en est arrivé à compter plus de 1 600 membres. Il y avait notamment Joyce, Sandra Griffin, Judy Pollard, Trudy Norton, moi-même et de multiples autres femmes dont la vision et le leadership ont permis à l'organisme de croître et de s'orienter vers un objectif central, soit l'établissement d'une profession réglementée pour la petite enfance. Même si l'objectif d'une profession en bonne et due forme n'a pas été atteint avant la fin de notre mandat, les fonds et le travail qui ont vu le jour durant ces années, tant grâce au gouvernement fédéral (Child Care Initiative Fund) qu'au financement provincial ont contribué à renforcer l'importance du rôle des éducatrices de la petite enfance (ÉPE), de même que de la formation. Des études plus poussées menaient



désormais à un diplôme en soins et éducation de la petite enfance, ce qui nous permettait d'entrevoir la possibilité de créer un baccalauréat en petite enfance. Beaucoup de travail a également été entrepris durant ces années, à partir de ce qu'avaient déjà accompli les chefs de file de BCPSTA/ECEBC, afin de bâtir et de soutenir des organisations nationales comme la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance et de s'adjoindre le soutien de membres du personnel clés au gouvernement comme Gayle Davies (Community Care Facilities Branch, Ministry of Health) et Jean Campbell (Ministry of Advanced Education); tout cela donnait corps à nos rêves. Des années de travail effectuées par une foule de gens, d'organismes gouvernementaux et diverses organisations ont fait pencher la balance en notre faveur et ont entraîné des changements positifs à la réglementation des services de garde; de nouvelles règles ont régi les exigences d'entrée dans le domaine, un code de déontologie provincial et national pour l'ÉPE a vu le jour, les normes professionnelles applicables au domaine de la petite enfance ont été resserrées, sans compter beaucoup d'autres initiatives. Je suis extrêmement fière de ma contribution à cet idéal et à l'important travail qui a été accompli durant ces années.

Ayant terminé un diplôme de premier cycle en 1991 en soins des enfants et des jeunes (Child and Youth Care, CYC) et une maîtrise en CYC à l'Université de Victoria, j'ai quitté mon travail de « première ligne » pour me lancer dans la recherche et l'enseignement postsecondaire au début des années 1990. Tout en travaillant pour l'unité de recherche à l'Université de Victoria sous la direction d'Alan Pence, j'ai été à l'emploi du Malaspina University (qui plus tard est devenue l'Université de l'île de Vancouver ou la Vancouver Island University, VIU). C'était une période stimulante pour moi puisque j'ai accepté le défi de mettre mes connaissances et mes compétences comme ÉPE travaillant auprès des enfants et des familles, compétences que j'avais perfectionnées au cours des nombreuses années où j'avais occupé divers postes de leadership au sein de l'ECEBC (y compris un second mandat comme présidente en 2000-2002), et mon nouveau domaine d'intérêt pour la recherche, au profit d'un poste dont la responsabilité consistait à préparer les ÉPE. Pendant les deux décennies qui ont suivi, j'ai affûté mes compétences en tant qu'enseignante au postsecondaire et j'ai commencé à élargir mon apprentissage à des domaines connexes, mais nouveaux pour moi, y compris l'élaboration de programmes de jeu et d'enseignement relatifs au développement de la petite enfance autochtone et internationale. Avec d'autres professeurs à l'Université de l'île de Vancouver (VIU) et des collectivités autochtones des régions du Centre et du Sud de l'île, un nouveau poste a été créé à l'Université (2003-

2008) pour rendre le programme éducatif davantage sensible aux valeurs culturelles autochtones et faire en sorte qu'il se rapproche davantage des modes de vie et d'apprentissage des Autochtones. Le poste visait à faire en sorte que les étudiants autochtones et non autochtones travaillent de plus en plus de façon à soutenir pleinement le développement holistique et la santé des enfants et des familles autochtones. J'ai eu la chance d'occuper ce poste jusqu'à la fin de mes années à VIU en mars 2013, un poste qui m'a donné une foule de belles occasions de travailler auprès des aînés des Premières nations et d'autres membres de la collectivité ainsi qu'auprès de membres du corps enseignant et du personnel à VIU afin de peaufiner et de faire progresser notre idéal de collaboration.

Je ne peux rendre compte de ma vie professionnelle sans reconnaître l'importance du rôle que ma famille a joué dans mes réalisations. Mon mari, mes filles, mes parents, les autres membres de ma famille et mes amis ont souvent occupé le deuxième rang alors que je plongeais tête première dans mes tâches stimulantes et toujours des plus exigeantes. (Ma fille de dix-sept ans a terminé son secondaire alors que je voyageais toutes les semaines à Malaspina pour mon travail). Mes parents ont hoché la tête tristement quand j'ai trouvé un logement (en plus de chez moi) à Nanaimo de façon à pouvoir répondre aux exigences de mon nouvel emploi. Ma première petite-fille est née alors que mes collègues et moi-même nous réjouissons pour ma fille dans un hôtel d'Ottawa. Mon mari a récupéré d'une angioplastie en recevant des appels téléphoniques tous les soirs de sa femme travaillant avec d'autres en Ontario à la rédaction d'un livre destiné à soutenir les parents à la recherche d'un service de garde. Sans leurs sacrifices, leur amour et leur soutien librement consenti, je n'aurais pas pu continuer à faire ce travail tant aimé et contribuer au développement de notre domaine comme je l'ai fait. Je remercie toute ma famille, mes mentors (aussi bien ceux qui sont nommés que ceux dont le nom est passé sous silence) et mes amis pour ce soutien. Je souligne également la contribution de toutes les familles qui ont fait progresser le domaine de la petite enfance en encourageant *leurs* proches à devenir porte-parole, éducatrices et chefs de file. Je pense que c'est particulièrement important pour les femmes qui, sans la présence des autres, ne pourraient pas s'absenter par-ci par-là de la vie de leurs enfants et de leur conjoint. Même si moi aussi je frissonne, comme ma grand-mère, quand je vois le temps et la vie passer aussi rapidement, je jette néanmoins un regard sur ces années qui sont *derrière* moi avec fierté et admiration pour les efforts consentis par tant de personnes pour transformer et faire progresser nos idées sur les enfants, la famille, l'éducation et la garde et pour créer une société plus aimante et plus réceptive. Je regarde aussi les possibilités et les tentations qui sont *devant* moi et qui me poussent à soutenir la poursuite de ce travail vital!



Le service de garde change-t-il quelque chose dans le développement de l'enfant?

Quelques idées reçues à propos des services de garde

par **Lauren Lowry**

rédaCTRICE membre du personnel clinique et orthophoniste au Hanen Centre

Plus de 70 % des enfants au Canada font l'objet d'un arrangement quelconque pour leur garde, et ce nombre est semblable dans les autres pays. Habituellement, les enfants sont placés en garderie parce que les deux parents travaillent à l'extérieur de la maison. Toutefois, il arrive qu'un professionnel conseille aux parents d'inscrire leur enfant dans un service de garde parce que cet environnement aura pour effet de promouvoir le développement de celui-ci

Les parents se posent beaucoup de questions à propos des services de garde. Nous avons donc pensé qu'il serait utile de mettre le doigt sur certaines idées reçues au sujet des effets d'un tel service et de faire le point sur la recherche actuelle. Les premières idées reçues portent sur les enfants ayant un développement type, tandis que les trois dernières ont trait à des enfants ayant des besoins spéciaux.

Les idées reçues au sujet du service de garde chez les enfants ayant un développement type

Les enfants qui bénéficient d'un service de garde s'en sortent mieux que ceux qui sont sous la garde de leur mère.

FAUX : Une étude du National Institute of Child Health and Human Development (NICHD) aux États-Unis s'est penchée sur l'influence des services de garde et de l'environnement familial sur 1 000 enfants ayant un développement type [1]. Voici ce qui a été découvert :

- les enfants qui étaient sous la garde exclusive de leur mère ne se sont pas développés différemment de ceux qui étaient pris en charge par d'autres [1, p. 1].

Autre découverte :

- les caractéristiques parentales et familiales étaient davantage liées au développement de l'enfant que celles du service de garde [1, p. 1].

C'est donc dire que les familles ont davantage d'influence sur la façon dont se développe l'enfant que le service de garde.

Deux caractéristiques familiales ayant une influence importante sur le développement de l'enfant avaient trait à la qualité :

- **des interactions mère-enfant** : les enfants se portaient mieux lorsque leur mère était réceptive, sensible, attentive et qu'elle les stimulait;
- **de l'environnement familial** : les enfants vivant dans une famille où il y avait une routine bien établie, des livres et du matériel de jeu et ils pouvaient faire des expériences stimulantes tant à l'intérieur de la maison qu'à l'extérieur (sorties, visites à la bibliothèque, etc.) étaient mieux développés sur les plans social et cognitif.

Le message à retenir...

Les enfants qui fréquentent un service de garde se développent de la même façon que ceux qui sont pris en charge à la maison.

Les enfants qui fréquentent un service de garde présentent un développement semblable à ceux dont on s'occupe à la maison. Que l'enfant aille dans un service de garde ou non, il demeure que c'est la famille qui a le plus d'influence sur son développement, les interactions des parents avec l'enfant étant un facteur d'une importance capitale.

Les garderies sont plus adéquates pour le développement des enfants que les services de garde en milieu familial

VRAI et FAUX : L'étude du NICHD [1] a comparé des enfants qui avaient fréquenté des garderies avec ceux qui avaient fréquenté



des services de garde en milieu familial (c'est-à-dire un service offert à domicile chez quelqu'un d'autre ou chez l'enfant, mais par quelqu'un d'autre que ses parents). On a découvert que la fréquentation d'une garderie était liée à ce qui suit :

- un développement cognitif et langagier quelque peu supérieur;
- de meilleures compétences préscolaires dans l'usage des lettres et des nombres;
- des problèmes de comportement moindres à l'âge de 2 et de 3 ans;
- davantage de problèmes de comportement à l'âge de 4 ½ ans (comme la désobéissance et l'agressivité).

Par conséquent, il semble qu'il y ait du pour et du contre en ce qui concerne tant les garderies que les services de garde en milieu familial.

Le service de garde que fréquente l'enfant n'est pas important puisque la plupart des services sont de haute qualité

FAUX : La majorité des services de garde offrent aux enfants un environnement chaleureux et encourageant qui protège leur santé et leur sécurité [2]. Toutefois, seul un petit pourcentage d'enfants reçoivent dans un service de garde l'attention nécessaire pour promouvoir et stimuler leur développement.

Les études ont montré que :

- la plupart des services de garde aux États-Unis sont « honnêtes » (allant d'une piètre à une bonne qualité) [1, p. 11];
- environ seulement le tiers des services de garde et le tiers des services en milieu familial au Canada favorisent le développement social, langagier et cognitif des enfants [2];
- Il appert que les services de garde inclusifs (qui accueillent et accommodent les enfants ayant des besoins spéciaux) sont de meilleure qualité que les programmes non inclusifs [3].

Qu'est-ce qui contribue à un service de garde de grande qualité? Le NICHHD [1] a découvert que des soins de grande qualité sont liés à une quantité de « soins positifs » offerts, ce qui signifie que les intervenantes ou les enseignantes :

- font preuve d'une attitude positive;
- ont un contact physique positif avec les enfants;
- répondent fréquemment aux balbutiements des enfants;
- posent des questions;
- encouragent les enfants;
- chantent des chansons et lisent des livres;
- encouragent et mettent de l'avant un bon comportement chez les enfants;
- mettent un frein aux interactions négatives.

Le langage utilisé par l'intervenante était le principal facteur de prédiction du développement cognitif et langagier des enfants.

De tous ces facteurs, c'est le **langage utilisé par l'intervenante** (c'est-à-dire faire des remarques montrant qu'elle s'intéresse à ce que les enfants disent, poser des questions, répondre aux balbutiements) qui compte le plus pour prédire le développement cognitif et langagier des enfants.

Le message à retenir...

Les parents ne devraient pas tenir pour acquis que tous les services de garde sont de grande qualité et rechercher les qualités correspondant aux « soins positifs » mentionnés ci-dessus. Le NICHHD fournit une « liste de vérification des soins positifs » pour guider les parents dans le choix d'un service de grande qualité. Cette liste de vérification est accessible sur le site Web suivant : http://www.nichd.nih.gov/publications/pubs/upload/seccyd_06.pdf (voir page 36).

Les services de garde réglementés ou détenant un permis offrent des soins de meilleure qualité que les garderies ou les services à domicile qui n'appliquent pas de telles normes.

VRAI : Dans un grand nombre de régions, il y a des normes minimales prescrites par le gouvernement, connues sous le nom de « caractéristiques réglables » [1]. Ces caractéristiques comportent des facteurs comme le ratio adulte-enfants, la taille du groupe et la formation de la responsable du service. Au Canada, les garderies ou les services de garde en milieu familial qui satisfont à ces exigences minimales reçoivent l'appellation « réglementée » [4].

L'étude du NICHHD [1] en est venue à la conclusion que :

- les enfants qui fréquentent des services de garde satisfaisant à un plus grand nombre de normes (comme le ratio adulte-enfants, le niveau d'instruction de l'intervenante et la taille du groupe) avaient tendance à avoir un meilleur développement que ceux fréquentant des services satisfaisant à un nombre inférieur de normes.

Le NICHHD a également conclu qu'il existait un rapport entre ces caractéristiques qui étaient réglementées et l'étendue des soins positifs offerts dans un service donné :

- plus le service de garde satisfait à un grand nombre de normes, meilleurs sont les soins. Plus les soins sont bons, plus grande est la qualité de la garde et mieux s'en porte le développement des enfants [1, p. 12].

Ainsi, les services de garde d'enfants réglementés ont tendance à offrir des soins plus positifs, ce qui signifie que les enfants tirent davantage profit de ce type de garde que des autres.



Les enfants qui fréquentent un service de garde de grande qualité se situent plus haut sur l'échelle du développement que ceux qui fréquentent un service de garde de moindre qualité.

VRAI : Nous savons que l'environnement familial influence davantage le développement de l'enfant que le service de garde. Toutefois, c'est un fait que de nombreux enfants fréquentent un service de garde. Le NICHD [1] a comparé le développement des enfants selon la qualité du service de garde fréquenté. Il a remarqué chez les enfants dans les services de plus grande qualité [1] :

- un meilleur développement cognitif, langagier et social;
- une plus grande maturité scolaire (par exemple, des compétences pour la lecture, l'écriture et le calcul).

Par conséquent, lorsqu'on choisit un service de garde, la qualité importe.

Les idées reçues en ce qui concerne les services de garde offerts aux enfants ayant des besoins spéciaux

Les enfants ayant des besoins spéciaux se développent mieux lorsqu'ils sont inscrits dans un service de garde

FAUX : Booth et Kelly, deux des auteurs de l'étude susmentionnée du NICHD, ont suivi 156 jeunes enfants atteints, ou courant le risque d'être atteints, d'une déficience sur le plan du développement afin de déterminer si le service de garde faisait ou non une différence dans leur développement [5].

En comparant les enfants ayant une déficience sur le plan du développement qui fréquentaient un service de garde à ceux dont la mère prenait soin à la maison, les chercheuses ont découvert ce qui suit :

- les enfants fréquentant un service de garde ne s'en sortaient pas mieux que ceux n'en fréquentant pas.

En outre, lorsque Booth et Kelly ont examiné le cas des enfants ayant des besoins spéciaux qui fréquentaient un service de garde, elles se sont aperçues que la qualité des soins donnés à la maison avait une incidence sur ces enfants [5].

C'est donc dire que passer du temps dans un service de garde n'est pas nécessairement bénéfique (ou nuisible) en ce qui concerne le développement des enfants ayant des besoins spéciaux [5]. Que l'enfant aille en garderie ou non, ce sont les interactions qui se produisent à la maison qui influent surtout sur son développement.

Les enfants ayant des besoins spéciaux devraient être inscrits en très bas âge dans un service de garde pour favoriser leur développement

FAUX : Booth et Kelly ont découvert que :

- les enfants qui entraient en garderie à un âge un peu plus avancé (12 mois et plus) étaient davantage capables de contrôler et de gérer leur propre comportement que les enfants qui y avaient été inscrits durant la première année de leur vie.

Booth et Kelly étaient d'avis que lorsque les enfants commencent à fréquenter un service de garde à un âge un peu plus avancé, ils passent plus de temps à la maison avec leurs parents, ce qui leur permet de profiter de soins et de routines stables. Cela semble les aider à acquérir la capacité de stabiliser leur comportement.

C'est donc dire que débiter très tôt dans un service de garde, en particulier durant la première année de la vie, peut ne pas être idéal pour les enfants ayant des besoins spéciaux.

Les enfants ayant des besoins spéciaux ont avantage à passer de plus longues heures que les autres dans un service de garde

FAUX : Les parents d'enfants ayant des besoins spéciaux se demandent parfois s'ils devraient augmenter le nombre d'heures que leur enfant passe dans un service de garde pour promouvoir son développement. Toutefois, Booth et Kelly [5] ont constaté que :

- la quantité de temps passé dans un service de garde n'a pas d'effet sur le rendement des enfants ayant une déficience sur le plan du développement.

Par conséquent, un nombre supérieur d'heures passées dans un service de garde ne sert pas à améliorer le développement des enfants ayant des besoins spéciaux.

Pour conclure

Qu'est-ce qui compte le plus?

Le plus important pour le développement de l'enfant est le genre d'interactions qu'il ou elle a avec ses parents.

Peu importe que les enfants fréquentent ou non un service de garde, c'est ce qui se passe à la maison qui compte le plus pour leur développement. Le plus important à cet égard est le genre d'interactions qui se produisent avec les parents. Il leur faut des interactions fréquentes durant les activités quotidiennes, au cours desquelles leurs parents les écoutent, leur répondent chaleureusement et manifestent de l'intérêt pour leurs propos tout en leur fournissant de l'information utile. En fait, ce sont ces genres d'interactions qui permettent de prédire le niveau de développement de l'enfant, beaucoup plus que peuvent le faire les facteurs présents dans le service de garde.



Il n'y a pas de différence dans le niveau de développement des enfants, qu'ils fréquentent un service de garde ou qu'ils soient à la maison

Contrairement à ce que pensent beaucoup de gens, les enfants qui fréquentent un service de garde obtiennent des résultats semblables à ceux dont les mères prennent soin à la maison. Cela s'avère tant pour les enfants ayant un développement type que pour ceux ayant des besoins spéciaux.

Comment choisir un service de garde

Lorsqu'elles choisissent un service de garde, les familles devraient :

- éviter de tenir pour acquis que tous les services sont de grande qualité;
- chercher à savoir clairement si on y donne des soins positifs, et en particulier quel est le langage utilisé par l'intervenante, puisque celui-ci est lié à des soins de grande qualité et à des résultats positifs;
- se renseigner pour savoir si le service de garde détient un permis ou est réglementé, puisque cela est gage de soins de plus grande qualité;
- peser le pour et le contre d'un service en garderie par opposition à un service en milieu familial.

Si votre enfant a des besoins spéciaux

Les familles dont un enfant a des besoins spéciaux devraient se rappeler que :

- inscrire l'enfant après l'âge de 12 mois lui donnera plus de temps à la maison pour apprendre à gérer son comportement;
- augmenter le nombre d'heures passées en garderie n'améliorera vraisemblablement pas son développement.

Notes de fin de texte

1. Eunice Kennedy Shriver National Institute of Child Health and Human Development, NIH, DHHS. (2006). The NICHD Study of Early Child Care and Youth Development (SECCYD). Findings for Children up to Age 4 ½ Years (05-4318). Washington, DC: U.S. Government Printing Office.
2. Doherty, G., Lero, D., Goelman, H., LaGrange, A., et Tougas, J. (2000). Oui, ça me touche! Une étude pancanadienne sur la rémunération, les conditions de travail et les pratiques en garderie. Centre for Families, Work and Well-Being, University of Guelph, Ontario.
3. Buysse, V., Wesley, P. W., Bryant, D., et Gardner, D. (1999). Quality of early childhood programs in inclusive and noninclusive settings. *Exceptional Children*, 65(3), 301-314.
4. Site Web du Parlement du Canada : <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/prb0418-f.htm>.
5. Booth, C.L. et Kelly, J.F. (2002). Child care effects on the development of toddlers with special needs. *Early Childhood Research Quarterly*, 17, 171-196.

Pendant plus de 35 ans, le Hanen Centre a joué un rôle de chef de file dans l'élaboration de programmes et de ressources pour les parents et les professionnels afin d'aider tous les enfants d'âge préscolaire à acquérir les meilleures compétences sociales et linguistiques possibles, y compris les enfants ayant un retard de développement sur le plan du langage ou étant à risque d'en avoir un et ceux atteints du trouble envahissant de l'autisme, notamment du syndrome d'Asperger. Pour de plus amples renseignements sur le programme de Hanen et pour devenir accrédité par le Hanen Centre, consulter le site www.hanen.org/membership.

Lauren Lowry est une orthophoniste membre du personnel de Hanen qui travaille en diverses capacités, et notamment comme enseignante offrant des séminaires sur le Web et comme rédactrice dans le domaine clinique. Elle offre également des programmes Hanen (Hanen Programs®) aux parents et contribue à l'élaboration de ressources. Elle a obtenu son diplôme en orthophonie en 1996 de l'Université McGill.

© Hanen Early Language Program, 2011. La copie ou la reproduction de cet article, en tout ou en partie, est interdite sans la permission écrite du Hanen Centre.

Normes professionnelles des gestionnaires de services de garde à l'enfance

Nouvelle ressource à la cyberboutique de la FCSGE

Normes professionnelles des gestionnaires de services de garde à l'enfance

Ressource que vous pouvez acheter ou télécharger gratuitement

Visitez : www.cccf-fcsge.ca/fr/store/lenfance-normes-professionnelles-des-gestionnaires-de-services-de-garde-a-lenfance/



Les obstacles au rapprochement dans les services de garde : le point de vue des enseignantes

par Sharon Quan-McGiimpsey, Sarah Marziliano et Trevor Hassen

La « qualité » des relations qui se forment en salle de classe au cours des six premières années de la vie de l'enfant a un effet important sur son développement (Oren et Jones, 2009) et joue un grand rôle dans l'établissement d'un milieu d'apprentissage positif et sûr. En outre, la relation que l'enfant entretient avec sa première enseignante est un facteur puissant de prédiction de son niveau de compétence sociale et détermine sa réussite scolaire au cours des premières années (Pianta et Stuhlman, 2004) de même que plus tard dans la vie (Pederson, Faucher et Eaton, 1978). L'intimité qui règne dans la salle de classe crée un sentiment d'appartenance faisant en sorte que l'enfant se sent accepté par l'enseignante (Osterman, 2000). Hamre et Pianta (2005) ont constaté, en examinant des relations étroites ou conflictuelles entre enseignantes et enfants que les enseignantes qui entretenaient des relations intimes avec les enfants faisaient preuve d'une plus grande sensibilisation à leur propre situation personnelle et émotionnelle et étaient davantage affectueuses que celles qui ne se sentaient pas proches des enfants dont elles avaient la garde.

Qu'est-ce qui crée des barrières au rapprochement en salle de classe? La personnalité de l'enfant est un des facteurs. Par



exemple, les enseignantes ont déclaré se sentir davantage distantes des enfants timides (Rudasill et Rimm-Kaufman, 2009) et peu capables de contrôler leurs pulsions (Rothbart et Bates, 2006). Parmi les autres facteurs, il y a les ratios enseignantes-enfants, la taille des classes et les changements au sein du milieu d'apprentissage. Les enseignantes ont tendance à être moins sensibles et réceptives lorsque les ratios enseignantes-enfants sont plus faibles (Howes, 1997) et que le groupe est de plus grande taille (Vandell, 1996) et ont également moins tendance à s'attacher aux enfants lorsqu'il y a de fréquents changements dans le milieu de garde (Raikes, 1993). Dans la salle des bambins par exemple, ceux-ci étaient capables de recréer la qualité de la relation qu'ils avaient eue avec une intervenante auparavant mais moins enclins à s'adapter aux nouvelles venues (Howes et Hamilton, 1992).

Dans une étude menée par l'une des auteures de cet essai, 24 enseignantes qui avaient eu des groupes d'enfants âgés de deux ans et demi à cinq ans dans des garderies de Toronto et des environs ont été interrogées à propos de l'intimité en salle de classe. On leur a demandé de décrire plusieurs scénarios de rapprochement avec les enfants. Dans le cadre de cet examen qualitatif des dimensions de l'intimité dans les relations enseignantes-enfants, on a également demandé aux



enseignantes de déterminer les obstacles qui, selon elles, empêchaient un rapprochement avec les enfants (Quan-McGimpsey, Kuczynski et Brophy, 2011). Le présent essai débute par une présentation des conclusions de l'étude qui ont révélé que les enseignantes se rapprochaient des enfants dans divers contextes et situations et suivant différentes dimensions relationnelles. Or, comme les enseignantes ne se sentaient pas continuellement proches des enfants à chaque moment de la journée, les facteurs qui, selon elles, mettaient un frein à leur intimité ont aussi été examinés. C'est ce dont il sera question dans le reste de cet essai où l'on traitera également de ce qu'entraînent ces constatations pour les parents et le personnel œuvrant auprès de la petite enfance.

Dimensions relationnelles de l'intimité

La perception qu'avaient les enseignantes de l'intimité influait grandement sur la façon dont elles agissaient avec les enfants. Comme la nature des interactions entre les enseignantes et les enfants change tout au long de la journée, les enseignantes ont signalé que, lorsqu'il y avait un rapprochement avec les enfants dans le cadre de l'enseignement, l'aspect professionnel prenait le dessus, avec ce qu'il comporte de limites et d'impartialité. Lorsque les enfants recherchaient l'affection et la protection d'une enseignante dont ils se sentaient proches, l'aspect attachement faisait surface. Une nouvelle dimension personnelle, dont il est rarement question dans la recherche sur les rapports entre les enseignantes et les enfants, mais qui est apparue dans cette étude, avait trait à une forme intime de rapprochement caractérisée par des échanges plaisants, distincts du reste, et émanant tant des enseignantes que des enfants. Une analyse plus approfondie a révélé la façon dont les enseignantes semblaient créer un système d'aller-retour harmonieux entre les dimensions du rapprochement de façon à gérer le type d'intimité qui était justifié dans différentes situations (Quan-McGimpsey, Kuczynski et Brophy, 2011).

Perception des enseignantes quant aux obstacles au rapprochement

À la question de savoir quels étaient les obstacles au rapprochement, les enseignantes interrogées ont déclaré par ordre de fréquence allant de la plus élevée à la plus

À la question de savoir quels étaient les obstacles au rapprochement, les enseignantes interrogées ont déclaré par ordre de fréquence allant de la plus élevée à la plus faible, que les relations avec les parents, la personnalité de l'enfant, les ratios et la taille des classes ainsi que les changements dans le milieu d'apprentissage étaient les facteurs prédominants.

faible, que les relations avec les parents, la personnalité de l'enfant, les ratios et la taille des classes ainsi que les changements dans le milieu d'apprentissage étaient les facteurs prédominants. D'autres facteurs ont également été mentionnés; toutefois, seulement les obstacles signalés par au moins le quart des enseignantes ont été retenus ici.

La relation entre l'enseignante et le parent

Cinquante-huit pour cent des enseignantes ont indiqué que les problèmes avec les parents créaient des obstacles à leur rapprochement avec les enfants. La majorité de ces enseignantes ont insisté sur le fait qu'une relation de bonne entente avec les parents les rapprochait des enfants tandis que le reste d'entre elles ont affirmé que les relations marquées

par la méfiance et une piètre communication influençaient négativement leurs rapports avec les enfants. Comme l'a expliqué une enseignante : « Lorsqu'on ne sent pas que les parents veulent qu'on ait un contact avec leur enfant, lorsqu'ils sont distants avec nous, qu'ils ne veulent pas entendre ce qu'on a fait avec leur enfant le lien avec cet enfant est comme coupé » *« Bon d'accord, ses parents ne veulent pas réellement de moi » (16, 8 ans)*. Il est intéressant de noter que même si les questions dans l'entrevue structurée des enseignantes portaient uniquement sur les relations enseignantes-enfants, près de 60 % des enseignantes ont choisi de parler de la façon dont elles se sentaient avec les parents et de l'incidence de ce sentiment sur leur lien avec les enfants. Ainsi, la majorité des enseignantes ont indiqué qu'une piètre relation avec les parents nuisait à la formation d'un lien de confiance entre parents et enseignantes et, à son tour, créait une distance dans la relation entre l'enseignante et l'enfant.

La personnalité de l'enfant

Cinquante pour cent des enseignantes ont signalé que certains traits de personnalité (par exemple, la timidité, le tempérament) et certains types de comportement (par exemple, un langage grossier, un manque de respect, des pleurnichages) créaient un obstacle au rapprochement avec les enfants. Les enseignantes disaient avoir du mal à savoir comment interpréter le comportement de ces enfants et comment y réagir. Par exemple, l'une d'elles a déclaré à propos de la disposition



Un moment d'intimité entre une enseignante et un enfant au Seneca College's Lab School, King Campus.

intrigante d'un enfant : « C'est très difficile de se rapprocher de cet enfant-là parce qu'il a érigé comme un petit mur autour de lui, ce qui est triste pour un enfant aussi jeune » (13, 12 ans). Il est évident qu'il y a toute une gamme de caractéristiques dans la personnalité des enfants qui nuisent à leur rapprochement avec les enseignantes.

Les ratios et la taille des classes

Quarante et un pour cent des enseignantes ont déclaré que les ratios enseignantes-enfants et la taille des groupes empêchaient le rapprochement avec les enfants. Voici, par exemple, les propos non équivoques de l'une d'elles : « Il y a des limites à ce qu'on peut donner. Il y a deux enseignantes pour 16 enfants. C'est difficile de s'approcher de chacun et de lui donner une attention soutenue » (10, 31 ans). En d'autres mots, les enseignantes se sentaient impuissantes à modifier le milieu dans lequel elles œuvraient et considéraient que les ratios élevés et la taille des classes créaient un obstacle à des interactions efficaces avec les enfants.

Les changements dans le milieu d'apprentissage

Vingt-cinq pour cent des enseignantes, lorsqu'elles citaient les défis auxquels elles faisaient face en raison des

changements dans le milieu d'apprentissage, ont mentionné les routines (c'est-à-dire l'absence de constance et de souplesse), la dotation (un grand roulement du personnel dans la salle pendant la journée) et le programme d'enseignement. Par exemple, lorsque les enseignantes s'entenaient de façon rigide au programme, des barrières au rapprochement s'élevaient. Voici ce qu'en a dit l'une d'elles : « Si vous essayez de vous montrer rigide en disant par exemple, bon, voilà ce que j'ai planifié pour vous et voilà ce que vous devez faire », les enfants vont prendre leurs distances et vous allez vous heurter à un refus de collaborer en quelque sorte. Même les tout-petits, je pense bien. Mais

si vous dites : « Bon, c'est ce que j'ai en tête, qu'est-ce que vous en pensez? ou si vous leur donnez en somme le choix, il y a des chances qu'ils collaborent avec vous » (05, 22 ans). Ainsi donc, selon la façon d'aborder les changements dans le milieu d'apprentissage, le rapprochement avec les enseignantes peut être soit nul ou bien réel.

Quelle leçon peut-on tirer de l'étude des facteurs qui, selon les enseignantes, nuisent au rapprochement avec les enfants? Les enseignantes, qui se ressentent de leurs interactions quotidiennes avec les enfants, ne seront pas surprises d'apprendre que celles qui ont été interrogées ont parlé de la personnalité de certains enfants comme d'un obstacle à leur rapprochement avec eux. Il semble que les caractéristiques personnelles des enfants, qu'il s'agisse de timidité, de mauvais caractère ou de toutes sortes de comportements qui s'avèrent contraires aux préférences de l'enseignante, soient des facteurs d'éloignement.

L'administration, qui souhaite cultiver des relations étroites entre les enseignantes et les enfants grâce à un milieu d'apprentissage aimant, trouvera sans doute utile le point de vue énoncé dans cette étude par les enseignantes sur les facteurs qui nuisent à leur rapprochement avec les enfants. Même si les services de garde détenant un permis en Ontario



doivent satisfaire aux normes minimales stipulées dans la *Loi sur les garderies* (2010), les enseignantes trouvent quand même que les ratios enseignantes-enfants et la taille des classes nuisent à leur intimité avec les enfants. En même temps, les enseignantes ont clairement indiqué que des changements dans le milieu d'apprentissage étaient nécessaires pour favoriser les liens. Une plus grande sensibilité dans le contrôle des routines, une constance dans les changements du personnel et une refonte des approches au programme d'enseignement s'imposent si l'on veut éliminer les obstacles. Les enseignantes ont affirmé que les changements de personnel ne contribuent pas à maintenir des relations étroites entre les enseignantes et les enfants. Elles ont également constaté que lorsque les garderies insistaient sur le travail académique en position assise, les périodes de rapprochement avec les enfants étaient davantage limitées que durant le jeu. Ce qui est intéressant ici, c'est qu'il est du ressort de l'administration de modifier les facteurs nuisibles au rapprochement.

Il est à noter, pour les parents, les éducatrices et éducateurs de la petite enfance et les membres de l'administration des services de garde, que les relations entre les enseignantes et les parents étaient le principal facteur d'éloignement des enfants mentionné dans les témoignages des enseignantes. Certaines enseignantes ont directement abordé la question de l'obstacle que pose une piètre relation entre un parent et l'enseignante. D'autres ont expliqué, indirectement, que la confiance, le respect et la transparence dans la communication étaient nécessaires pour favoriser une relation saine avec les enfants et que, sans cela, le rapprochement avec les parents et, par association, avec leurs enfants, était mis en échec.

Les résultats de cette étude (Quan-McGimpsey, Kuczynski et Brophy, 2011) révèlent que l'établissement d'une bonne relation est au cœur de la réussite des programmes d'éducation de la petite enfance (Pianta, 1999). En réfléchissant au rapprochement et aux obstacles à l'intimité entre enseignantes et enfants dans le milieu d'apprentissage, il importe de prendre la mesure d'un « *bon ajustement* » ou du degré auquel une personne est compatible avec les exigences et les attentes du milieu. Il pourrait être souhaitable de pénétrer dans un nouveau milieu d'apprentissage libre de toute notion préconçue sur chaque enfant et de se placer dans le rôle de « l'élève » de l'enfant en cherchant à découvrir réellement qui il est. En appliquant la notion connue de « *déclaration d'ignorance* », on

peut renforcer le rapprochement dans le milieu d'apprentissage et permettre aux éducatrices de mieux comprendre qui est l'enfant et dans quel contexte social il se situe. Être au fait des obstacles au rapprochement dans les relations entre les enseignantes et les enfants permettra de veiller à ce que l'environnement soit adapté à chaque personne et de protéger ainsi tous les enfants qui se sentiront en sécurité et en harmonie avec leur milieu d'apprentissage.

Sharon Quan-McGimpsey, Ph.D., professeure, School of Early Childhood Education, Seneca College of Applied Arts and Technology, Toronto (Ontario)

Sarah Marziliano et Trevor Hassen, étudiante et étudiant au baccalauréat avec spécialisation en développement de l'enfant, School of Early Childhood Education, Seneca College of Applied Arts and Technology, Toronto (Ontario)

Bibliographie

Loi sur les garderies, L.R.O. 1990, chapitre D.2.

Hamre, B. K., et Pianta, R. C. (2005). Can instructional and emotional support in the first-grade classroom make a difference for children at risk of school failure? *Child Development*, 76(5), 949-967.

Howes, C. (1997). Children's experiences in center-based child care as a function of teacher background and adult: Child ratio. *Merrill-Palmer Quarterly*, 43, 404-425.

Howes, C., et Hamilton, C. E. (1992). Children's relationships with caregivers: Mothers and child care teachers. *Child Development*, 63(4), 859-866.

Oren, M., et Jones, I. (2009). The relationships between child temperament, teacher-child relationships, and teacher-child interactions. *International Education Studies*, 2(4), 122-133.

Osterman, K. F. (2000). Students' need for belonging in the school community. *Review of Educational Research*, 70(3), 323-367.

Pedersen, E., Faucher, T. A., et Eaton, W. W. (1978). A new perspective on the effects of first-grade teachers on children's subsequent adult status. *Harvard Educational Review*, 48(1), 1-31.

Pianta, R. C. (1999). *Enhancing relationships: Between children and teachers*. Washington: American Psychological Association.

Pianta, R. C., et Stuhlman, M. (2004). Teacher-child relationships and children's success in the first years of school. *School Psychology Review*, 33, 444-458.

Quan-McGimpsey, S., Kuczynski, L., et Brophy, K. (2011). The early education teachers' conceptualizations and strategies for managing closeness in child care: The personal domain. *Early Childhood Research Journal*. doi:10.1177/1476718X10389146.

Raikes, H. (1993). Relationship duration in infant care: Time with a high-ability teacher and infant-teacher attachment. *Early Childhood Research Quarterly*, 8, 309-325. doi: 10.1016/S0885-2006(05)80070-5.

Rothbart, M. K., et Bates, J. E. (2006). Temperament. In W. Damon, R. Lerner, & N. Eisenberg (Eds.), *Handbook of child psychology: Social, emotional, and personality development* (6th ed., Vol. 3, pp. 99-166). New York, NY: Wiley.

Rudasill, K. M., et Rimm-Kaufman, S. E. (2009). Teacher-child relationship quality: The roles of child temperament and teacher-child interactions. *Early Childhood Research Quarterly*, 24, 107-120.

Vandell, D. L. (1996). Characteristics of infant child care: Factors contributing to positive caregiving: NICHD early child care research network. *Early Childhood Research Quarterly* 11(3), 296-306. doi: 10.1016/S0885-2006(96)90009-5.



facebook

Joignez-vous à nous sur Facebook.com





De l'élaboration d'un ajout autochtone à l'Échelle d'évaluation de l'environnement préscolaire – révisée (ÉÉEP-R)

par Marc Lalonde

Introduction

Les débuts

En 2011, à titre de gestionnaire du Tsleil-Wuatuth Child and Family Development Centre, j'étais très motivé à utiliser l'Échelle d'évaluation de l'environnement préscolaire – révisée (ÉÉEP-R) reconnue internationalement en tant qu'outil normalisé pour mesurer les indicateurs de qualité dans les milieux de la petite enfance. Une possibilité de financement s'est présentée, par l'entremise du comité directeur du développement de la petite enfance autochtone en milieu urbain et des Premières nations, si bien que j'ai pu embaucher un consultant. Pour réussir, nous devons appliquer les échelles et réfléchir à une manière culturellement viable de les utiliser.

Nous avons eu la chance d'accueillir parmi nous Leona Howard, qui reçut une formation spécialisée en administration et interprétation de l'ÉÉEP-R telle qu'applicable à l'étude *Oui, ça me touche!* menée en 1999 (Doherty et coll., 2000). Elle a été au cœur de la recommandation d'un ajout autochtone qui pourrait être conçu sans compromettre l'intégrité de l'Échelle elle-même. Nous avons publié notre expérience et nos recommandations dans le numéro d'automne 2012 du magazine *Interaction* de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (Lalonde, Howard et Connelly, 2012).

Le contact

J'ai aussi la grande chance de travailler avec Joan Gignac, la directrice générale de l'Association des Programmes d'aide préscolaire aux Autochtones de la Colombie-Britannique. C'est une personne dynamique qui a appliqué l'ÉÉEP-R dans de nombreux programmes autochtones. Nous avons discuté de la possibilité de promouvoir le concept d'un ajout autochtone. M^{me} Gignac a pris les devants et fait une demande à l'Agence de la santé publique du Canada en vue d'obtenir les fonds nécessaires à une enquête nationale. Le projet consistait à examiner l'utilisation qui est faite de l'Échelle dans les Programmes d'aide préscolaire aux Autochtones en milieu urbain et de voir s'il y avait un intérêt à élaborer un ajout autochtone. M^{me} Howard a été embauchée pour administrer l'enquête et pour rédiger un rapport des résultats.

L'enquête nationale

Le groupe de travail

Un groupe de travail a été établi afin de fournir une orientation, un leadership, une perspective nationale et une représentation aux travaux d'élaboration, de mise en œuvre et de distribution de l'enquête nationale. Le groupe de travail était composé de représentants des Programmes d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN) provenant du Québec, des Prairies de même que des régions nordiques et de l'Ouest canadien. Nous avons également été fortunés de pouvoir nous adjoindre la participation de Thelma Harms, l'une des auteures à l'origine de l'ÉÉEP-R et de Christa Japel, une chercheuse de pointe du Québec.

La méthode

L'enquête nationale a été élaborée puis maintes fois révisée et revue par le groupe de travail avant sa publication. Un groupe cible a été cerné, composé de 132 endroits où était offert le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones en milieu urbain, auxquels on a demandé d'indiquer, en ligne, quelle utilisation on y faisait de l'ÉÉEP-R au sein de leurs programmes. Des entrevues supplémentaires ont été menées afin d'aller plus loin et de recueillir davantage d'information sur l'utilisation de l'Échelle et sur la possibilité de créer un ajout autochtone.

Les résultats

Un grand nombre de personnes invitées à répondre à l'enquête ont donné suite (54 %). Parmi les répondants, la plupart (59 %) avaient déjà utilisé l'Échelle et un nombre important (38 %) l'utilisaient d'une façon constante. La plupart des utilisateurs actifs de l'Échelle ont jugé que celle-ci complétait les efforts en vue d'améliorer la qualité des programmes. Les personnes l'utilisant moins souvent ont notamment parlé de



diverses difficultés au niveau de la dotation, du financement et de la formation. La plus grosse difficulté semblait être la formation et le soutien constant au moment de la mise en œuvre. La plupart des répondants ont convenu qu'il serait bon de concevoir un ajout autochtone à l'Échelle et ont exprimé très fortement le désir de contribuer à ce travail. Le rapport fournit un certain nombre de recommandations sur la suite des travaux à entreprendre pour élaborer un tel ajout autochtone.

Les recommandations

- Demander à voir le nouveau programme élaboré aux Territoires du Nord-Ouest de façon à pouvoir s'inspirer des modèles de programme élaborés en région.
- Songer à solliciter toutes les associations nationales du PAPA afin qu'elles participent à la mise sur pied d'une initiative de sensibilisation à l'ÉÉEP-R de nature à renseigner tous les endroits où se donne le PAPA sur l'Échelle et de leur en présenter les avantages.
- Faire une recherche sur les modèles de formation à l'ÉÉEP-R qui ont fait leurs preuves et élaborer une stratégie de formation englobant les milieux postsecondaires, la formation sur place, la consultation et un volet amélioration de la formation pour tenir compte des besoins des collectivités urbaines, rurales et isolées.
- Fournir aux endroits où se donne le PAPA les résultats de l'enquête ainsi qu'un mécanisme pour obtenir leur rétroaction.
- Voir quelles seraient les prochaines étapes à suivre pour élaborer un ajout autochtone. Utiliser les leçons tirées du programme mis en œuvre aux Territoires du Nord-Ouest.
- Créer un groupe de travail ayant pour mandat d'élaborer une stratégie sur la façon de concevoir un ajout autochtone utilisable avec l'ÉÉEP-R.
- Faire appel aux enseignants du postsecondaire, aux coordonnateurs du programme PAPA, aux éducatrices de la petite enfance, aux aînés, aux membres de la collectivité et à d'autres susceptibles d'être consultés sur l'élaboration d'un ajout autochtone à utiliser de pair avec l'ÉÉEP-R.
- Mener une recherche sur l'ÉÉEP-R et sur ce que comporterait l'élaboration d'un ajout autochtone.
- Embaucher un chercheur chargé de veiller aux divers aspects de l'élaboration constante de l'ajout à l'Échelle d'évaluation de l'environnement préscolaire – révisée.

L'enquête a fourni des renseignements précieux et a clairement montré l'existence d'un intérêt à concevoir un ajout autochtone à l'ÉÉEP-R. Il s'agit sans aucun doute d'une initiative qui mérite qu'on s'y attarde. Ceci dit, l'enquête tout entière portait sur l'ÉÉEP-R et le seul choix offert en ce qui concerne l'incorporation d'un contenu autochtone était celui d'un ajout. En somme, le résultat visé par le projet consistait à effectuer une enquête sur l'utilisation de l'Échelle et voir s'il y avait un intérêt à concevoir un ajout autochtone, ce que le rapport a confirmé. Je m'interroge sur d'autres possibilités.

Les autres possibilités

Les limites de la normalisation

L'un des avantages de l'utilisation de l'ÉÉEP-R est sa puissance comme outil normalisé; toutefois, son application dans des milieux culturels pose certains problèmes. La normalisation établit des buts universels et définit la connaissance et les comportements qui mèneront à l'atteinte de ces buts. Étant donné la grande diversité parmi les collectivités autochtones du Canada, la connaissance autochtone ne constitue pas un tout homogène. « Pour les universitaires autochtones, la généralisation et la volonté de se conformer à des lois universelles risquent d'aboutir à une compréhension incomplète et peut-être, dans certains cas, nuisible aux personnes qui peuvent être affectées par une telle recherche » (Deer, 2010, p. 6).

La normalisation a également pour effet de structurer le processus de collecte et de consignation des données, ce qui est considéré comme une base efficiente et fiable à partir de laquelle porter des jugements. Or, une telle méthodologie repose sur des clichés dans le temps, et ne tient pas compte des changements ou des améliorations qui se produisent au fil des jours. La connaissance autochtone est fluide et non linéaire et il faut trouver la manière de la saisir.

La définition de la qualité

La définition de la qualité pose également problème. « ... la "qualité" n'a pas la même signification selon le programme, et l'évaluation de la qualité peut être soumise à divers objectifs » (La Paro et coll., 2012, p. 10). Qui plus est, déterminer les indicateurs de qualité est en soi un exercice axé sur des valeurs. Même le langage utilisé pour décrire les indicateurs représente une vision du monde et encadre la façon dont les gens pensent, ce qu'ils recherchent et comment ils évaluent les résultats. L'un des défis dans la définition de la qualité devrait consister à réconcilier de multiples discours qui façonnent le milieu de la petite enfance. Les milieux dans lesquels évoluent les enfants doivent être ouverts à une foule d'interprétations, car « ... les critères de qualité en ce qui concerne la petite enfance ne sont pas intrinsèques, fixés et prescrits par une connaissance scientifique du développement » (Woodhead, 2010, p. 23). Une approche autochtone en matière de définition et de mesure des indicateurs de qualité pourrait être fort différente de ce que produit l'ÉÉEP-R.

La méthodologie autochtone

D'après l'Association des centres d'amitié autochtones de Colombie-Britannique (*Indigenizing Outcomes Measurements*, 2010), les méthodes de recherche autochtones influencent les composantes d'un cadre de travail, c'est-à-dire :

- le but de la notion de mesure et les valeurs qui y sont associées
- le langage utilisé pour décrire les indicateurs



- la détermination de la fiabilité des données
- le choix des personnes visées par les besoins à satisfaire
- le choix des partenaires communautaires et des collaborateurs

La connaissance autochtone est collective, holistique et spirituelle. « L'épistémologie autochtone est fondée sur des théories, des philosophies, des histoires, des cérémonies et des récits. La pédagogie autochtone repose sur les échanges et les dialogues, les observations des participants, l'apprentissage expérimental, le modelage, la méditation, la prière, les cérémonies ou la narration d'histoires » (Battiste, 2002, p. 18). Parler de son expérience crée un fond de récits auxquels les gens s'identifient « ... dans l'acte de raconter et d'écouter de telles histoires, il se constitue une source virtuellement illimitée de possibilités d'apprentissage » (Greenwood et de Leeuw, 2007, p. 2). Les récits transmettent des connaissances et une culture qui s'inscrivent dans le cours même de la vie. En racontant des histoires, en y réfléchissant, en les interprétant et les réinterprétant au moyen de discussions et d'ajout de nouvelles perspectives, on atteint une compréhension plus profonde de l'expérience et une confirmation de la validité du processus. « Apprendre à connaître des récits permet de se documenter sur la culture ambiante : voilà ce que nous faisons ici, voilà ce à quoi nous accordons de la valeur ici » (Carr, 2010, p. 100). Cela m'a amené à songer à la prise de position de Margaret Carr sur l'évaluation et les récits instructifs.

Les récits instructifs (Learning Stories)

Carr nous offre des lignes directrices pour évaluer les dispositions face à l'apprentissage (Carr, 2010, p. 94).

- Reconnaître le côté imprévisible du développement et chercher à voir le point de vue de l'apprenant.
- Adopter une approche narrative.
- Interpréter collectivement les observations recueillies.
- Songer que bien des tâches s'évaluent d'elles-mêmes. Les artefacts, les activités et la communauté sociale fourniront leurs propres indicateurs pour l'évaluation.
- Contribuer à la disposition de l'apprenant. Les dispositions sont une combinaison de facteurs : être prêt, vouloir et être capable.
- Protéger et améliorer le milieu qui sert de communauté d'apprentissage de la façon dont la collectivité définit l'apprentissage et transmet les connaissances. L'évaluation sera celle de l'apprenant en action aidé de méthodes de médiation.

Mon interprétation de ces consignes me porte à examiner davantage ce qui est et pourrait être plutôt que de chercher à savoir ce qui devrait être. Aller au-delà de la normalisation et recueillir de multiples interprétations. Il ne s'agit plus de mener l'enquête sur des indicateurs de la qualité prédéterminée mais d'ouvrir le champ de la connaissance. Ce faisant, « ... on valorise

ce que la modernité régulatrice juge problématique : la complexité et la multiplicité, la subjectivité et le contexte, le provisoire et l'incertain » (Moss et Dahlberg, 2008, p. 7). Quoique peu ordonnés, la prise en compte de perspectives individuelles et le partage des récits offrent des interprétations variées sur ce qui est observé et évalué.

« Les récits instructifs décrivent des épisodes de réalisation : l'éveil de l'intérêt, la volonté de prendre part, la persistance face à la difficulté et à l'incertitude, l'expression d'une idée ou d'un sentiment et l'acceptation de la responsabilité » (Carr, 2010, p. 107). Persister à résoudre des problèmes face à des tâches difficiles entraîne sa propre évaluation. Plutôt qu'être à la recherche d'indicateurs prédéterminés, il vaut mieux cerner et définir les indicateurs à partir de ce qui s'est produit, de ce qui est actuel et de ce qui peut advenir, grâce à une méthode d'interprétation inclusive et ouverte.

L'apprentissage est alors axé sur les intentions et sur le processus fait de tentatives, de prises de risque, d'essais et d'erreurs et de leçons tirées en cours de route. Ce processus pourrait être appliqué à des programmes où l'on chercherait à obtenir de multiples perspectives et où l'on partirait de ce qui est, de ce que l'on tente de faire pour ensuite s'inscrire dans une démarche d'extension de l'apprentissage afin de chercher à savoir ce qui pourrait être. C'est là la méthodologie utilisée dans l'Interrogation appréciative.

L'Interrogation appréciative

L'Interrogation appréciative met l'accent sur le potentiel positif d'une sagesse collective, décrite comme le centre ou l'élément central positif. Elle engage les membres à mener leur propre recherche, à tenter de découvrir les causes profondes du succès et l'élément central positif grâce à un fil narratif commun, à une vision partagée et à une sagesse collective. « Nous transmettons nos valeurs, nos croyances et notre sagesse dans les récits. » (Whitney et Trosten-Bloom, 2010, p. 18). Nous nous forçons ainsi un esprit de corps grâce aux images collectives qui surgissent dans les récits et les rêves.

L'Interrogation appréciative (IA) peut être décrite de diverses façons; cependant, le processus repose essentiellement sur un dialogue fondamental en quatre temps : la découverte, le rêve, la conception et la destinée. À l'étape de la Découverte, on recueille des données à partir d'entrevues et de conversations afin de cerner le thème affirmatif (Affirmative Topic). On y arrive en formulant des questions entraînant des discussions sur les diverses expériences et en cherchant à imaginer l'avenir. Les espoirs et les rêves partagés s'entremêlent ensuite pour former une vision puissante ou une interrogation qui devient un thème affirmatif.

La partie Rêve sollicite la participation de tous les collaborateurs à un processus dans lequel ils envisagent l'avenir. En créant tous ensemble des images positives de l'avenir, les participants



élargissent leurs champs d'exploration au-delà des frontières individuelles et abordent les grandes questions de la finalité. Cette démarche solidifie le thème affirmatif en tant que rêve collectif et mène à la phase Conception.

À la phase de la Conception, on trie, on modifie l'ordonnancement et on fait des choix sérieux sur ce qui sera. On en arrive à une Proposition provocante (Provocative Proposition), énoncée à l'indicatif présent et ancrée dans ce qui fonctionne bien. « Les propositions provocantes font le pont entre ce qu'il y a de mieux à l'heure actuelle et le meilleur de ce qui pourrait être » (Whitney et Trosten-Bloom, 2010, p. 205). De là, on en arrive à la phase Destinée.

La Destinée consiste à reconnaître et à célébrer l'apprentissage. À planifier des actions à court et à long terme et à établir des infrastructures à l'appui. Une composante importante de cette phase consiste à mettre à profit les ressources existantes et à en créer de nouvelles.

« L'une des constatations clés de cette Interrogation appréciative, c'est qu'elle permet aux gens de vivre l'expérience du pouvoir personnel et collectif. Elle leur permet de mettre en pratique l'exercice du pouvoir et de le faire de façon responsable, pour le bien de l'ensemble de la collectivité » (Whitney et Trosten-Bloom, 2010, p. 266). Ce pouvoir crée la capacité d'influencer positivement l'avenir. Les gens s'aperçoivent que le changement social s'effectue grâce à l'interaction humaine et à la créativité.

Conclusion

Un ajout autochtone à l'ÉÉEP-R est une option, et l'enquête nationale montre qu'il existe un désir d'aller de l'avant. Cet article met en question le choix limité qui est offert et s'interroge sur la méthodologie autochtone. Même si les travaux de Margaret Carr sur les récits instructifs sont utilisés pour alimenter la réflexion sur l'apprentissage des enfants et soutenir l'élaboration de programmes, je me demande si la

méthodologie ne pourrait pas aller jusqu'à nous permettre de cerner des indicateurs de la qualité dans les programmes autochtones. Mettre en place et suivre une démarche d'Interrogation appréciative peut être un moyen efficace de partager des récits et de découvrir une vision, de rêver ouvertement à un outil qui pourrait être conçu par et pour les Premières nations, les Métis et les Inuits. Voilà une destinée qu'il vaudrait la peine d'envisager.

Marc Lalonde est directeur des communications pour Early Childhood Educators of BC. Il a plus de 30 ans d'expérience dans le domaine dont une vingtaine au service des collectivités autochtones. Il est actuellement consultant en petite enfance.

Bibliographie

- AECD (2010). *Accord on Indigenous Education*. http://educ.ubc.ca/sites/educ.ubc.ca/files/FoE%20document_ACDE_Accord_Indigenous_Education_01-12-10.pdf.
- Battiste, M. (2002). *Indigenous Knowledge and Pedagogy in First Nations Education A Literature Review with Recommendations*. Préparé pour le Groupe de travail national sur les affaires autochtones du ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord, Ottawa, ON.
- BC Association of Aboriginal Friendship Centres (2010). *Indigenizing Outcomes Measurement: A Review of the Literature and Methodological Considerations*. www.bcaafc.com.
- Carr, M. (2010). *Assessment in Early Childhood Settings: Learning Stories*. SAGE Publications Ltd. London.
- Deer, F. (2010). *Research Perspectives in Indigenous Education: The Legitimacy of Indigenous Knowledge*. <http://www.win-hec.org/docs/pdfs/FrankDeer.pdf>.
- Doherty, G., Lero, D., Goelman, H., LaGrange, A., et Tougas, J. (2000). *Oui, ça me touche ! Une étude pancanadienne sur la rémunération, les conditions de travail et les pratiques en garderie*. Centre for Families, Work, and Well-Being. ON: University of Guelph.
- Greenwood, M. et de Leeuw, S. (2007). Teachings from the Land: Indigenous People, Our Health, Our Land, and Our Children. *Canadian Journal of Native Education: Special Issue on Early Childhood*. 30:1. 48 – 53.
- Lalonde, M., Howard, L. et Connelly, P. (2012) « Application d'une évaluation normative des indicateurs de qualité dans un milieu de la petite enfance autochtone ». *Interaction*, le magazine de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, vol. 26, n° 2.
- La Paro, K.; Thomas, A., Lower, J.; Kintner-Duffy, V.; et Cassidy, J. (2012). Examining the Definition and Measurement of Quality in Early Childhood Education: A Review of Studies Using the ECRS-R from 2003 to 2010. *Early Childhood Research and Practice*, Vol.14 #1. <http://ecrp.uiuc.edu/v14n1/laparo.html>.
- Moss, P. et Dahlberg, G. (2008). Beyond Quality in Early Childhood Education and Care – Languages of Evaluation. *New Zealand Journal of Teachers' Work*, Vol 5, Issue 1, pp.3-12.
- Whitney, D. et Trosten-Bloom, A. (2010). *The Power of Appreciative Inquiry: A Practical Guide to Positive Change*. Berrett-Koehler Publishers Inc., San Francisco, CA.
- Woodhead, M. (2006). Changing perspectives on early childhood: theory, research and policy. UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001474/147499e.pdf>.

Faites un don en ligne

Manifestez votre appui à la FCSGE par un don en ligne. Par un simple clic de votre souris, vous pouvez faire un don mensuel ou une contribution unique. La FCSGE émettra des reçus aux fins de l'impôt pour chaque don de 10 \$ et plus. Consultez le site Web de la FCSGE (www.cccf-fcsge.ca/fr/) et cliquez sur le lien « Faites un don! ».





À P R O P O S

L'importance du rôle des services de garde pour les familles canadiennes



L'IMPORTANCE DU RÔLE DES SERVICES DE GARDE POUR LES FAMILLES

Une génération coincée

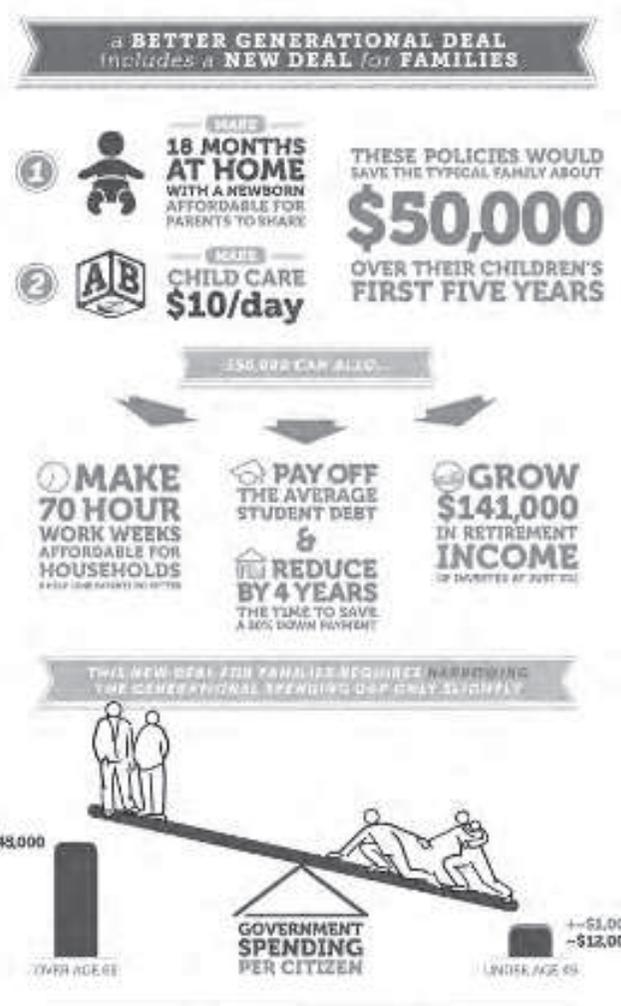
Un service de garde à coût abordable est une des politiques clés pour résoudre le problème du soutien aux familles

par **Paul Kershaw, Lynell Anderson et Andrea Long**

La *Generation Squeeze campaign* (www.gensqueeze.ca), ou campagne visant la génération coincée, a pour moteur un réseau de partenaires déterminés à ce qu'on reconnaisse que les jeunes générations méritent d'avoir une chance. Une chance de s'en sortir malgré les faibles salaires, un coût de la vie élevé, un climat changeant et une répartition déséquilibrée des dépenses gouvernementales, sans avoir à renoncer à la famille qu'ils ont ou dont ils rêvent.

Pour avoir cette chance, les jeunes Canadiennes et Canadiens doivent devenir une priorité politique tout autant que la population âgée. À l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. Les gouvernements dépensent annuellement à peine 12 000 \$ en prestations et services par tête de population âgée de moins de 45 ans, comparativement à près de 45 000 \$ pour chaque retraité.

Cet écart dans les dépenses avait un sens pour la génération précédente. Au milieu des années 1970, 30 pour cent des aînés étaient pauvres. Un trop grand nombre d'entre eux faisaient faillite par suite d'une maladie ayant exigé qu'ils soient hospitalisés et trop peu avaient suffisamment d'économies pour la retraite. Face à cette situation, la population canadienne s'est dotée d'un système de santé et de pension gouvernementale. De pair avec une forte économie, ces mesures ont réduit la pauvreté des personnes âgées plus que de tout autre groupe d'âge au pays aujourd'hui.



Or, de nos jours, l'écart des dépenses entre les générations n'a plus sa raison d'être en raison des nouveaux risques socioéconomiques qui menacent les jeunes citoyens. Les Canadiennes et Canadiens veulent maintenir le soutien accordé aux aînés en matière de santé et de pension. Mais personne ne veut le faire aux dépens des enfants et des petits-enfants.

Pour éviter cet échange de « mauvais » procédés, il faut mettre sur pied une campagne non partisane et bien documentée afin de renouveler le discours public sur les changements démographiques et les budgets gouvernementaux et porter attention aux faits actuels et non à ce qui se passait autrefois. L'équipe Generation Squeeze est celle qui conçoit cette campagne destinée à mettre la population canadienne de moins de 45 ans sur l'écran radar des politiciens. Nous avons une méthode qui a fait ses preuves et qui remporte déjà un succès. Nous devons maintenant l'étendre à chaque province afin d'influencer les plates-formes politiques avant l'élection fédérale et les multiples élections provinciales prévues en 2015-2016.



Pourquoi est-ce si important?

Parce que la plupart d'entre nous nous fions aux penseurs et aux journalistes pour donner un sens aux tendances démographiques, environnementales, financières et sociales; ce sont donc eux qui déterminent les priorités que nous signalons aux partis politiques qui se livrent concurrence pour obtenir nos votes. L'optique dans lequel beaucoup de gens influents se situent repose sur des dizaines d'années de discussion au cours desquelles ils prévoient les défis posés par une population vieillissante. En comparaison, la diminution de la qualité de vie des jeunes générations est souvent laissée de côté dans les commentaires tout comme l'est la lenteur de l'intervention gouvernementale.

L'équité entre les générations exige de rééquilibrer le discours et les priorités politiques pour faire place aux jeunes. Il est temps de bâtir une grande tente sous laquelle se tiendront toutes sortes de tribunes.

Nous pouvons maintenir le niveau de sagesse que nous avons acquis à propos des besoins de la population grisonnante sans détourner notre attention des tendances sociales, économiques et environnementales qui ferment la porte aux jeunes et de l'échec de tous les partis politiques à s'adapter à ces tendances, éventuellement fatales.

Nous savons tous que le prix des maisons a grimpé en flèche. Pour ceux qui ont acheté une maison il y a des dizaines d'années, la croissance du marché représente une richesse. Mais ce qui est bon pour les parents à la retraite est généralement mauvais pour leurs enfants. Le prix élevé des maisons coince les générations de moins de 45 ans aux prises avec une terrible dette dont ils doivent s'acquitter avec des salaires moindres que ceux de la génération précédente et un emploi ouvrant rarement droit à une pension.

Les générations X et Y se sont adaptées. Pour livrer concurrence sur le marché de l'emploi, les jeunes générations accumulent davantage d'années d'études et de frais de scolarité. Pour acheter une maison, ils acceptent des emplois ou des contrats qui exigent davantage d'années de travail qu'il en fallait auparavant afin de pouvoir mettre de côté le versement comptant. Beaucoup doivent patienter avant d'être en mesure d'établir leur indépendance financière.

Comme deux salariés récoltent aujourd'hui ce qu'un soutien de famille rapportait dans les années 1970, nous sommes passés d'une semaine de travail de 40 heures à environ 80 heures. Le résultat? Les générations qui élèvent de jeunes enfants sont coincées dans un horaire serré à la maison. Elles sont coincées aussi sur le plan du revenu parce que le prix des maisons a presque doublé, même si les jeunes vivent souvent dans des condos ou troquent la cour arrière contre de longs déplacements matin et soir. Elles sont en outre coincées sur le plan des services comme la garde des enfants, pourtant essentielle aux parents qui font face à l'augmentation du coût de la vie, un service toutefois difficile à obtenir et qui coûte plus cher que l'université.

En voyant leurs enfants adultes coincés sur le plan du temps et de l'argent, un grand nombre de personnes retraitées ou approchant la retraite s'adaptent également. Elles invitent leurs enfants à vivre à la maison plus longtemps, défraient le coût de leurs études postsecondaires, contribuent au versement initial de leur maison, etc.

Si les individus s'adaptent, il n'en va pas de même des gouvernements... auprès des jeunes. Au contraire, les gouvernements provinciaux et fédéral accroissent constamment les dépenses pour les soins de santé dont nous profitons de façon disproportionnée en tant qu'aînés, mais déclarent les coffres vides quand vient le moment d'investir dans les jeunes générations.

Le problème, c'est qu'en l'absence d'une adaptation des politiques, la plupart des jeunes des générations X et Y ne pourront se sortir de l'état dans lequel les coincent le peu de temps et le faible revenu dont ils disposent à moins d'abandonner quelque chose de *fondamental*, soit la possibilité d'avoir la famille qu'ils désirent ou l'assise

financière qu'ils tentent tant bien que mal de se forger.

Comme deux salariés récoltent aujourd'hui ce qu'un soutien de famille rapportait dans les années 1970, nous sommes passés d'une semaine de travail de 40 heures à environ 80 heures. Le résultat? Les générations qui élèvent de jeunes enfants sont coincées dans un horaire serré à la maison. Elles sont coincées aussi sur le plan du revenu parce que le prix des maisons a presque doublé, même si les jeunes vivent souvent dans des condos ou troquent la cour arrière contre de longs déplacements matin et soir. Elles sont en outre coincées sur le plan des services comme la garde des enfants, pourtant essentielle aux parents qui font face à l'augmentation du coût de la vie, un service toutefois difficile à obtenir et qui coûte plus cher que l'université.

Il y a des solutions, et ce sont les politiques

La génération coincée ne prétend pas posséder toutes les réponses. Mais la campagne sait comment résoudre le problème du temps, du revenu et des services quand les générations X et Y fondent leurs familles. Nous rallions les principaux auditoires autour de ces solutions tout en encourageant ceux et celles pour qui les politiques que nous envisageons ne sont pas (encore) une priorité à nous faire part de ce qu'ils prescrivent pour la cause commune



dont l'objectif est une meilleure répartition générationnelle. Ainsi allons-nous contribuer à mettre les générations X et Y et leurs enfants sur l'écran radar des politiciens.

Ce que demande la génération coincée est simple. Réduire l'écart des dépenses engagées de part et d'autre afin de créer un meilleur partage entre les générations. Comme point de départ, nous proposons d'accroître les dépenses pour les Canadiennes et Canadiens âgés de moins de 45 ans de 1 000 \$ par personne, c'est-à-dire de passer de 12 000 \$ à 13 000 \$ par an, tout en maintenant l'allocation consentie aux aînés à son niveau actuel.

Nous avons effectué des analyses coûts-avantages pour savoir comment optimiser ces dépenses. Nous connaissons le pour et le contre des divers outils que nous offrent les politiques.

Par exemple, la hausse du prix des maisons et la diminution des salaires reflètent les forces du marché sur lesquelles les gouvernements ont peu de prise. Tandis que l'accès aux congés parentaux et aux services de garde font partie des prérogatives des décideurs. Il n'est pas nécessaire qu'un couple type dépense l'équivalent d'une seconde hypothèque pour partager une année à la maison avec leur nouveau-né ou prennent une troisième hypothèque pour payer les services de garde de l'enfant. La génération qui élève de jeunes enfants au Canada fait face à ces « hypothèques supplémentaires » uniquement parce que notre pays est l'un des plus lents à réagir au manque de temps, de revenu et de service contraignant les générations X et Y et leurs enfants. Nous pouvons y voir.

Nous pouvons faire en sorte qu'il soit abordable pour des couples de partager 18 mois à la maison avec un nouveau bébé et nous pouvons réduire le coût des services de garde à un maximum de 10 \$ par jour. Ces changements permettraient aux familles types d'économiser environ 50 000 \$ avant que leurs enfants n'atteignent l'âge scolaire. Les gens pourraient ainsi mieux concilier travail-famille, réduire de plusieurs années le temps d'attente pour l'achat de leur première maison, rembourser leur dette étudiante ou mettre de l'argent de côté pour leur retraite.

Les changements aux politiques requis pour réduire l'écart des dépenses entre les générations pourraient être mis en œuvre en réaménageant les dépenses actuelles, en trouvant de nouvelles sources de recettes publiques ou en adoptant de nouvelles pratiques pour le secteur privé. Peu importe où vous vous situez

Nous pouvons faire en sorte qu'il soit abordable pour des couples de partager 18 mois à la maison avec un nouveau bébé et nous pouvons réduire le coût des services de garde à un maximum de 10 \$ par jour. Ces changements permettraient aux familles types d'économiser environ 50 000 \$ avant que leurs enfants n'atteignent l'âge scolaire. Les gens pourraient ainsi mieux concilier travail-famille, réduire de plusieurs années le temps d'attente pour l'achat de leur première maison, rembourser leur dette étudiante ou mettre de l'argent de côté pour leur retraite.

sur la question de l'imposition, nous pensons que toutes les options peuvent faire partie du débat, sauf une.

Nous ne pouvons plus nous adapter aux besoins des aînés aux dépens de l'investissement consenti à leurs enfants et leurs petits-enfants. Les dépenses gouvernementales au profit de la génération qui élève de jeunes enfants ont stagné depuis le milieu des années 1970. Or, en prévision des besoins médicaux et des besoins financiers d'une population vieillissante, nos gouvernements dépensent actuellement au-delà de 80 milliards de dollars de plus par année pour les soins de santé et les pensions que nous l'aurions fait si nous avions maintenu le partage des dépenses tel qu'il était au milieu des années 1970.

Ce N'est PAS une bonne affaire si vous avez moins de 45 ans, et ce n'est pas non plus ce que veulent les grands-parents. Même si l'économie canadienne produit davantage de richesse qu'elle ne l'a jamais fait auparavant, les investissements consentis aux jeunes générations semblent

plutôt minces, ou déséquilibrés. Et nous n'avons pas encore parlé de l'ampleur de la dette gouvernementale et environnementale dont les jeunes héritent.

Nous ne pouvons pas nous permettre des budgets gouvernementaux qui dressent les générations les unes contre les autres. Face aux tendances sociales, économiques et climatiques qui pèsent lourd sur les épaules de la jeunesse canadienne, nous pouvons conclure « un contrat générationnel » plus favorable en faisant en sorte de sauvegarder la sécurité médicale et la sécurité de la retraite sans fermer les yeux sur l'état auquel font face les générations X, Y et leurs enfants en matière de temps, de revenu et de services.

Joignez-vous à nous à l'adresse www.gensqueeze.ca afin de créer un meilleur contrat. Vous ferez dès lors partie d'un vaste ensemble, d'une entreprise inspirante, en compagnie d'un groupe de Canadiennes et de Canadiens de tous les horizons qui se parlent, se textent, échangent sur Facebook et sur Twitter, s'envoient des courriels, se rencontrent, signent des pétitions et font la fête pour une cause commune : donner une chance à toutes les générations. La première étape pour effectuer un changement positif est simple : faites connaître notre vidéo de 3 minutes (<http://bit.ly/whatisgensqueeze>) à vos amis, à votre famille et à vos collègues. Ce sera là notre point de départ.

Paul Kershaw est le fondateur de la Generation Squeeze Campaign et il enseigne la politique à l'Université de la Colombie-Britannique. paul.kershaw@ubc.ca

Lynell Anderson est recherchiste en chef pour la campagne.

Andrea Long est bénévole pour la campagne.



L'IMPORTANCE DU RÔLE DES SERVICES DE GARDE POUR LES FAMILLES

Il est temps de repenser les services de garde

par Margot Young

Beaucoup trop de familles ont du mal à trouver un service de garde. D'autres s'inquiètent de la qualité du service qu'elles reçoivent. La plupart d'entre elles tentent de tirer les ficelles pour en arriver à obtenir un service qu'elles peuvent se payer. Les jeunes familles sont coincées de toutes parts. De nos jours, les jeunes mères et pères doivent travailler plus fort et plus longtemps que l'ont fait leurs parents. Beaucoup se débattent pour en arriver tout juste à survivre.

Il devrait y avoir des politiques sur les services de garde et autres formes de soutien des familles afin de permettre aux mères et aux pères de travailler ou de faire des études sans avoir à s'endetter ou à demeurer sur une liste d'attente pendant des années avant d'obtenir un service de garde.

Tous les parents arriveront mieux à concilier travail et famille s'ils sont en confiance en sachant que leurs enfants sont en sécurité, qu'ils s'épanouissent et qu'ils sont heureux.

Les syndicats canadiens, de pair avec l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, le Child Care Resource and Research Unit et la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, ont décidé de collaborer à la tenue d'une campagne fort intéressante destinée à faire des services de garde un enjeu incontournable à la prochaine élection fédérale.

Nous avons rassemblé des gens pour les entendre parler de leurs démarches pour trouver ou tenter de payer un service de

garde. Nous voulons, à partir de notre propre expérience, découvrir des modèles qui nous aideront à savoir ce qui fonctionne bien et ce qu'il faut changer. Nous voulons que les gens en arrivent à croire qu'il n'est pas nécessaire de vivre aussi coincé et qu'il est possible d'envisager un avenir meilleur.

Tout le monde a une histoire à raconter

Nous nous sommes aperçus que tous, parents, grands-mères ou grands-pères, amis ou amies de la famille, tantes ou oncles, ont une histoire qui illustre pourquoi les services de garde doivent être une priorité pour les gouvernements. Il y a une quantité d'histoires poignantes au sujet des longues listes d'attente et de la façon dont les gens se débrouillent jusqu'à ce qu'ils trouvent une place qui correspond à leur budget, s'ils en trouvent une. L'accès est particulièrement difficile dans les petites collectivités rurales de même que pour les parents qui effectuent des quarts de travail et pour ceux dont les enfants ont des besoins spéciaux.

Beaucoup de grands-parents font maintenant des compromis dans leur travail et modifient leurs plans de retraite pour aider leurs enfants à prendre soin de leur progéniture. « Le coût élevé des services de garde de mes filles fait en sorte qu'elles se fient à moi (la grand-mère) pour s'occuper de leurs enfants. À mon âge, ce n'est pas facile. »

Une grand-mère passe deux heures par jour au téléphone avec sa petite-fille qui vit à des centaines de kilomètres de distance afin de l'aider à faire ses devoirs et de s'assurer qu'elle est en sécurité. Le quart de travail de sa fille dépasse de deux heures le programme de garde parascolaire.

Un père nous a raconté que sa partenaire et lui ont dû choisir un horaire opposé (il travaillait la nuit et elle, le jour) parce qu'ils ne pouvaient trouver ou s'offrir un service de garde réglementé.





Ils ont dû déménager près de son lieu de travail à lui pour qu'il puisse revenir à la maison à temps pour permettre à sa partenaire d'aller travailler à son tour. « Nous avons survécu, mais cet arrangement a été très pénible pour notre famille. »

Une jeune mère nous a pour sa part confié ceci : « N'étant pas capable de me qualifier pour un service de garde subventionné et ne pouvant m'offrir une place dans un service de garde réglementé, j'ai dû me tourner vers un service à domicile non réglementé, vers une complète étrangère. Ça m'a fait très peur. »

Le fardeau financier pour les familles

Des parents nous ont raconté qu'ils avaient dû se mettre à louer plutôt qu'acheter leur propre maison pour pouvoir payer un service de garde. D'autres, qu'ils louent des chambres chez eux pour pouvoir arriver. La garde des enfants est le deuxième coût le plus élevé pour une famille après le logement. Posséder une maison et payer un service de garde en même temps est incompatible pour bien des familles.

Les gens attendent avant d'avoir des enfants à cause de l'incertitude entourant l'obtention d'une place à coût abordable dans un service de garde. D'autres décident de ne pas avoir un deuxième ou un troisième enfant en raison de leur difficulté à trouver un service de garde de qualité à prix raisonnable.

Les gens sont d'accord, ils veulent des services de garde d'enfants, mais le faible coût de l'allocation mensuelle que donne le gouvernement fédéral pour la garde ne suffit pas à régler leurs problèmes quand vient le moment de trouver et de se payer un service de qualité.

Le moment est opportun

Les assemblées de cuisine aident les gens à s'apercevoir que leur problème n'est pas seulement individuel et qu'il y a des modèles dans d'autres pays comme au Canada qui permettent d'offrir un meilleur service aux enfants et aux parents. Il n'est pas nécessaire de vivre aussi coincé ! Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour soutenir les parents et leur assurer un financement adéquat grâce à une bonne politique et à une prise en charge responsable.

Dans la plupart des régions du Canada, le tarif moyen pour un bambin se situe autour de 600 à 850 \$ par mois mais au Québec, le tarif est de 154 \$ par mois. Nous savons que les études économiques menées au Québec et ailleurs montrent qu'un service de garde de grande qualité comporte des avantages économiques énormes : réduction de la pauvreté, égalité des femmes, meilleures perspectives d'avenir pour les enfants.

La campagne

Les assemblées de cuisine sensibilisent davantage les gens à la situation actuelle des familles et de leurs collectivités et modifient peu à peu l'attitude du public qui commence à

entrevoir que le problème de la garde des enfants n'est pas un enjeu personnel mais bien collectif. Changer l'attitude du public prend du temps et ce genre de conversation face à face a pour effet de susciter de futures mobilisations de la collectivité et des syndicalistes à l'échelle locale et régionale.

Nous renseignons aussi les gens sur les lacunes de la libre concurrence quand il s'agit de la garde des enfants, et sur l'importance d'un financement public et de la mise en place d'un service public (sans but lucratif). Nous discutons également des politiques de conciliation travail-famille, des droits socioéconomiques, de l'égalité des femmes et des droits humains.

Nous allons travailler en vue d'élaborer une position commune explicitant notre vision de la façon dont le gouvernement fédéral peut contribuer à mettre sur pied des services de garde de qualité et à améliorer ceux qui existent au Canada ainsi qu'à créer des politiques familiales utiles, comportant des congés parentaux. Nous travaillons avec les partis de l'opposition au fédéral pour élaborer et améliorer leurs politiques et leurs plates-formes en ce qui concerne les services de garde et pour les mobiliser afin que la question devienne un enjeu déterminant pour le vote.

Joignez-vous à nous

Nous voulons étendre ces assemblées à l'échelle du pays. Nous avons un ensemble formidable d'outils pour aider les gens à tenir une conférence d'idées, comme un guide d'assemblée, des feuilles d'information toutes simples, une superbe vidéo, des affiches, des cartons d'invitation et des formulaires de compte rendu. Il suffit de se rendre sur le site www.repensonslesservicesdegarde.ca pour obtenir le matériel.

Il y a également un nouveau site Web qui donne de l'information aux parents à la recherche d'un service de garde de qualité à un coût raisonnable, répondant à leurs besoins, www.cccf-fcsge.ca/fr/. On vous y indique pourquoi il est si difficile d'obtenir un bon service de garde et quelles sont les options dans chaque province et territoire. Vous y trouvez aussi de l'information générale à propos des services de garde au Canada, les données les plus concluantes sur la qualité et des façons d'améliorer vos chances d'obtenir un service de garde de grande qualité.

Nous avons également un guide modifié pour les éducatrices et éducateurs de la petite enfance et les étudiantes et étudiants qui pourront peaufiner leur point de vue sur ces enjeux. Un service de garde de qualité exige des éducatrices et éducateurs bien formés, qui ont de bonnes conditions de travail et un salaire décent. Malheureusement, comme le montrent étude après étude, leur précieux travail a toujours été sous-estimé. Le guide conçu à leur intention génère des discussions sur leur expérience personnelle et professionnelle des services de garde.

Margot Young effectue de la recherche sur le dossier de la garde des enfants pour le Syndicat canadien de la fonction publique depuis 1995. Elle a été membre du Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance pendant de nombreuses années. Elle siège comme représentante du personnel au Comité national des services de garde du SCFP et elle est la tête dirigeante pour le SCFP de la campagne nationale sur les services de garde, Repensons les services de garde.



L'IMPORTANCE DU RÔLE DES SERVICES DE GARDE POUR LES FAMILLES

Des ressources pour les familles de militaires canadiens

par **Andrea Estensen**

Trouver un service de garde réglementé de qualité peut être difficile surtout lorsque l'on considère que plusieurs mois, voire plusieurs années d'attente est la norme. Le problème est particulièrement aigu pour les parents qui doivent déménager fréquemment, et parfois à brève échéance, pour leur travail.

Les familles de militaires ne peuvent s'offrir le luxe d'une longue réflexion entre le moment où ils apprennent qu'ils auront à déménager et celui où ils arrivent dans leurs nouvelles installations. Ils ne disposent souvent que de trois à six mois de préavis.

Afin de diminuer le stress associé aux multiples déménagements des militaires, le Centre des ressources pour les familles de militaires Winnipeg (CRFM) a mis en place plusieurs programmes pour aider les familles avant leur arrivée dans leur nouvelle collectivité.

Il y a des CRFM à toutes les bases militaires au pays. Tous offrent des programmes autorisés aux familles de militaires, tout en ayant la souplesse requise pour adapter les programmes et les services aux besoins de chaque collectivité. Le CRFM Winnipeg dispose d'un personnel de 11 coordonnateurs qui offrent des programmes aux adultes, aux enfants et aux jeunes, un appui au moment du déploiement, des services en français, un soutien aux nouveaux arrivants, de l'aide à l'emploi et des services sociaux. On trouve également une garderie à proximité de la base des forces canadiennes Winnipeg, connue sous le nom de 17^e Escadre Winnipeg, qui accueille 127 enfants du lundi au vendredi.

Quand une famille apprend qu'elle sera déplacée, le CRFM est souvent le premier endroit où elle se tourne pour obtenir



de l'information. C'est le rôle d'un tel centre de renforcer le soutien moral offert aux familles de militaires afin de les aider à s'intégrer le mieux possible et sans heurt dans leur nouveau milieu. Comme il y a un gros roulement du personnel chaque année, des employés sont à la disposition des familles pour leur donner des renseignements sur leur nouvelle collectivité, notamment sur des sujets d'intérêt comme les écoles, l'aide en cas de besoins spéciaux et les services de garde.

Lois Johnson, directrice de la garderie du CRFM, aide les militaires peu familiers avec l'univers des services de garde à Winnipeg à s'y retrouver dans le réseau. Elle leur offre également de l'information sur les diverses possibilités mises en œuvre par le CRFM, comme la garde occasionnelle des tout-petits offerte deux fois par semaine avec l'option d'une journée complète, d'une demi-journée ou du service à l'heure, les camps d'été et la garde sur place qui permet aux parents de suivre des programmes et de se rendre à leurs rendez-vous avec le personnel du CRFM.

Lois Johnson est membre du groupe de soutien St. James Directors de Winnipeg et également membre du conseil d'administration de la Manitoba Child Care Association. Grâce à sa participation à ces organismes, elle connaît bien les options



offertes dans la ville et est en mesure de mettre les familles au courant des autres ressources qui existent. « Je peux leur expliquer comment fonctionnent les systèmes scolaires, leur dire qu'il n'y a pas de limites territoriales et qu'ils peuvent opter pour l'école de leur choix, leur parler des options en matière de garde dans les écoles, leur fournir des contacts dans la collectivité et les renseigner sur d'autres garderies, dit-elle. Nous ne faisons pas de recommandations, nous ne leur garantissons pas un service de garde, mais nous leur donnons de l'information et des renseignements sur les subventions et sur le site Web relatif aux services de garde au Manitoba. »

Travailler et collaborer avec d'autres garderies et avoir au sein des CRFM du personnel capable de répondre aux questions que les garderies dans le civil se posent à propos du mode de vie des militaires, cela est crucial pour aider les deux groupes à comprendre les besoins des enfants à Winnipeg. Le contact avec la collectivité civile et les organismes civils est très important, selon M^{me} Johnson, tout comme le partenariat qu'entretient le centre avec la 17^e Escadre Winnipeg.

Travailler et collaborer avec d'autres garderies et avoir au sein des CRFM du personnel capable de répondre aux questions que les garderies dans le civil se posent à propos du mode de vie des militaires, cela est crucial pour aider les deux groupes à comprendre les besoins des enfants à Winnipeg. Le contact avec la collectivité civile et les organismes civils est très important, selon M^{me} Johnson, tout comme le partenariat qu'entretient le centre avec la 17^e Escadre Winnipeg.

« C'est incroyable le soutien que nous donne la 17^e Escadre, les enfants emmènent leurs parents au service de garde à l'occasion d'événements spéciaux et on leur fait découvrir différentes sortes d'emplois », poursuit M^{me} Johnson. « Nous visitons le hangar, l'orchestre de l'Aviation royale canadienne, la salle de tir, et nous avons pris part au tir d'un avion Hercules. Nous essayons d'impliquer le plus possible les enfants dans la vie de la base. »

Le service de garde en milieu militaire est assez particulier parce que chaque année, habituellement entre le mois d'avril et la fin du mois d'août, il y a un gros roulement chez les enfants à la garderie. Il y a en moyenne de 20 à 30 familles qui sont envoyées ailleurs et de nouvelles familles qui arrivent.

Malheureusement pour les familles qui arrivent, les gens qui sont déjà inscrits sur la liste d'attente ont la priorité. Toutefois, le CRFM Winnipeg a innové en créant, à sa garderie, un service de garde des nourrissons à court terme qui aide à réduire le stress de certaines familles de militaires. Celles qui viennent

d'être en poste à Winnipeg ont la priorité pour le programme à court terme. M^{me} Johnson explique que la garde est offerte pour une année ou jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de deux ans, selon ce qui se produit en premier. Cette période donne aux parents la possibilité d'inscrire leur nom sur d'autres listes d'attente. Il n'y a pas de garantie que l'enfant qui est inscrit au service de garde à court terme aura une place dans le programme des bambins du CRFM, mais si les parents le désirent, ils peuvent l'inscrire sur la liste d'attente pour ce programme.

Le programme à court terme a été inauguré en octobre 2013 grâce à l'aide de la 17^e Escadre



Des enfants tirent un avion Hercules.



Les nuances sont très subtiles dans le mode de vie militaire et peuvent être difficiles à saisir, en particulier lorsqu'on travaille avec des enfants qui ne sont pas en mesure d'exprimer clairement leurs sentiments. De nouveaux comportements ou de nouvelles craintes peuvent survenir, surtout lorsqu'un parent est muté ou qu'il est absent de la maison pendant une longue période de temps, ou lorsqu'une famille doit déménager. L'enfant peut alors ressentir de l'anxiété face aux changements imminents dans sa vie.



et a permis d'ajouter 24 places pour les enfants de la naissance à l'âge de deux ans. La première année, le programme a pu répondre aux besoins de garde des nourrissons de toutes les familles de la force permanente en poste à Winnipeg.

Répondre aux besoins de la collectivité n'est qu'une des façons dont le CRFM aide les familles de militaires. La présence de membres du personnel qui comprennent les besoins et les contingences particulières des clients est indispensable à un service de garde de qualité. Environ un tiers des 30 membres du personnel de M^{me} Johnson possèdent une vaste expérience du mode de vie militaire. « Beaucoup d'entre elles sont des épouses de militaires ou ont grandi dans des familles de militaires, déclare M^{me} Johnson. Cela les aide à comprendre ce mode de vie. On ne peut autrement comprendre ces familles et les défis qu'elles ont à surmonter. Il existe en effet beaucoup de situations propres à ce milieu comme le déploiement, la formation et l'attribution des missions. »

Les nuances sont très subtiles dans le mode de vie militaire et peuvent être difficiles à saisir, en particulier lorsqu'on travaille avec des enfants qui ne sont pas en mesure d'exprimer clairement leurs sentiments. De nouveaux comportements ou de nouvelles craintes peuvent survenir, surtout lorsqu'un parent est muté ou qu'il est absent de la maison pendant une longue période de temps, ou lorsqu'une famille doit déménager. L'enfant peut alors ressentir de l'anxiété face aux changements imminents dans sa vie.

« Il est important d'avoir du personnel qualifié qui comprend ce que vit l'enfant. Lorsqu'un parent part, ce n'est plus la même chose à la maison et la dynamique change à nouveau lorsqu'il revient. »

Il peut être difficile pour le personnel civil de savoir ce qui se passe dans le milieu militaire, mais grâce au soutien du personnel à long terme et des conjoints ou conjointes de militaires, celui-ci reçoit beaucoup d'encouragement et d'explications. « La combinaison de membres du personnel militaire et civil est fantastique. Le personnel civil assure une certaine continuité à la garderie. »

Dans un environnement militaire, non seulement y a-t-il un gros roulement des enfants à la garderie, mais encore le fait d'avoir un fort pourcentage d'épouses de militaires parmi le personnel présente le risque qu'elles aussi soient mutées à une nouvelle base n'importe quand.

« Il peut s'avérer difficile de les remplacer par d'autres épouses de militaires qualifiées », affirme M^{me} Johnson.

La plupart des qualifications pour la garde des enfants sont transférables lorsqu'une épouse de militaire arrive à Winnipeg; toutefois, celles qui ont besoin d'aide pour satisfaire aux normes du Manitoba peuvent compter sur la coordonnatrice



de l'emploi et des études au CRFM pour leur donner un coup de main.

Réunir en un tout les divers éléments d'un organisme est essentiel pour pouvoir offrir des ressources non seulement au personnel de la garderie, mais également aux familles. Ainsi, à la garderie, les intervenantes peuvent réclamer n'importe quand l'aide des coordonnateurs des divers secteurs de programme.

« Elles peuvent faire appel aux ressources disponibles et collaborer avec le large réseau de soutien », déclare M^{me} Johnson. Dans le passé, le personnel de la garderie a eu recours aux services du coordonnateur du déploiement pour aider les enfants à saisir de quoi il s'agit, à en découvrir eux-mêmes le cycle et à comprendre en quoi ces missions les touchent et affectent le reste de la famille qui demeure sur place. Les deux travailleurs sociaux cliniques du CRFM ont répondu aux questions du personnel sur la façon d'aider les enfants à surmonter les défis de la vie militaire et ont offert deux ateliers aux enfants eux-mêmes. L'une des nouvelles initiatives des travailleurs sociaux, lancée en 2012, consiste à se servir des principes de la thérapie du jeu dans leur pratique auprès des enfants. Ces méthodes aident les enfants à faire face à la séparation et à l'anxiété et renforcent les relations.

Le travail ardu que fournissent le CRFM Winnipeg et la garderie du même centre pour offrir des programmes et des services axés sur les besoins des familles de militaires est l'élément de base qui assure aux familles un soutien moral et leur donne l'information et les outils nécessaires pour s'adapter au mode de vie militaire et incarner le courage derrière l'uniforme.

Le CRFM Winnipeg est une société caritative enregistrée, sans but lucratif, au service des familles militaires de Winnipeg et des environs. C'est l'un de la quarantaine de CRFM au Canada, aux États-Unis et outre-mer. Il a pour mandat d'enrichir la qualité de vie de ceux et celles qui partagent le style de vie militaire en leur procurant des programmes et services spécialisés qui favorisent la santé, l'éducation et le mieux-être social. Pour de plus amples renseignements sur le CRFM Winnipeg, veuillez consulter le site familyforce.ca/sites/Winnipeg ou

composer le 204-833-2500, poste 4500 ou communiquer avec la garderie du CRFM au numéro 204-837-3626.

Andrea Estensen est la coordonnatrice de l'information et du rayonnement au CRFM Winnipeg. En tant qu'épouse d'un militaire, elle comprend les défis auxquels font face les familles militaires et se plaît à travailler avec elles afin de les aider à s'adapter au mode de vie qui est le leur. Avant de se joindre au CRFM, elle était journaliste et rédactrice dans des journaux communautaires au Manitoba, en Saskatchewan et en Nouvelle-Écosse; certains de ses écrits ont été publiés dans des journaux et magazines nationaux.

Lois Johnson est une éducatrice de la petite enfance de classe 3 et directrice de la garderie du CRFM Winnipeg. Elle s'est jointe au CRFM en 1994 à titre d'enseignante à la prématernelle et d'animatrice de programme. Elle est secrétaire du groupe de soutien St. James Directors de Winnipeg, membre du conseil d'administration de la Manitoba Child Care Association et active au sein de la Manitoba Nature Action Collaborative. Elle a pris part à la conception, à la construction et à la mise sur pied de la garderie du CRFM en 1999 et en est devenue la première directrice en 2000. Elle poursuit le travail qu'elle aime faire dans un organisme dont elle est fière de faire partie.

RÉSEAU PANCANADIEN ET AU-DELÀ

ALBERTA

Le gouvernement albertain est à la recherche d'idées pour instaurer une charte des enfants visant à réduire la pauvreté et à améliorer l'apprentissage de la petite enfance dans l'ensemble de la province. Il a lancé un processus de consultation cet été intitulé *Together We Raise Tomorrow*, afin de recueillir des idées qui l'aideront à créer cette nouvelle charte des enfants et à établir de nouvelles stratégies pour réduire la pauvreté et améliorer l'apprentissage de la petite enfance dans toute la province. Au printemps, le ministre des Services humains (Human Services Minister), Dave Hancock, a présenté le projet de loi 25, la première loi portant sur les enfants. Cette nouvelle loi instaure un examen de toutes les politiques et de tous les programmes et services touchant les enfants et exige du gouvernement qu'il établisse une « charte des enfants » pour orienter sa prise de décision. Le gouvernement espère avoir une ébauche de charte prête dès la fin de l'automne de façon à pouvoir l'introduire dans la législature au printemps.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'Université de la Colombie-Britannique a augmenté de 25 % en seulement trois ans le coût des services de garde, selon une représentante syndicale. Trish Everett est présidente de la section locale 2278 du Syndicat canadien de la fonction publique

(SCFP), qui représente plus de 3 000 étudiants de premier, de deuxième et troisième cycles à l'UBC qui travaillent comme aide-enseignants, correcteurs et enseignants-tuteurs. Beaucoup d'entre eux et d'entre elles ont de jeunes familles. La hausse des taux, annoncée en avril, s'ajoute aux augmentations de 10 % faites à chacune des deux années précédentes. M. Everett du SCFP lutte en faveur des étudiants et du personnel qui ont besoin d'un service de garde à coût abordable pour poursuivre leurs études et leur travail. Ce sont des gens hautement scolarisés, hautement compétents qui vont pénétrer dans le marché du travail et faire de la Colombie-Britannique une meilleure province. Voici qu'on les en empêche parce qu'ils et elles ne peuvent prendre soin de leurs enfants.

MANITOBA

La ministre des Services à la famille et du Travail du Manitoba, M^{me} Jennifer Howard, a annoncé l'ouverture de 80 nouvelles places en garderie à Winnipeg en 2014. Elle a également annoncé que des consultations auraient lieu sur le futur plan pluriannuel de la province visant à étendre les services de garde au Manitoba. Le gouvernement du Manitoba a mis en place un formulaire de rétroaction en ligne afin d'obtenir l'opinion du public sur ce qui fonctionne bien et sur la façon de progresser en ce qui concerne l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Cette année, la province dépensera 5 millions de dollars pour bâtir et agrandir un certain nombre de garderies partout au Manitoba. En plus des 80 nouvelles places, six autres gros projets sont en construction actuellement et les installations devraient ouvrir leurs portes au début de l'année, créant plus de 250 nouvelles places.

NOUVEAU-BRUNSWICK

L'Union nationale des fermiers au Nouveau-Brunswick demande au gouvernement provincial de bonifier les subventions offertes aux fermiers pour les services de garde. L'organisation des fermiers estime que la règle ne permettant pas aux partenaires d'entreprises travaillant à leur compte de se qualifier pour la garde subventionnée représente une politique discriminatoire. Elle affirme que la façon dont la politique est rédigée à l'heure actuelle a pour effet soit de détourner les gens de l'agriculture ou de les dissuader d'avoir des enfants. D'après les familles de fermiers, les règles du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance placent les familles dans une



situation injuste et désavantageuse. Il n'est pas facile de concilier la garde des enfants et le travail agricole. L'Union des fermiers exerce actuellement des pressions auprès du gouvernement provincial pour rendre l'assistance en matière de services de garde accessible à toutes les familles à faible revenu.

NOUVELLE-ÉCOSSE

En mars 2013, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a annoncé l'ajout d'une direction générale de la petite enfance au ministère de l'Éducation, créant du même coup le ministère de l'Éducation et de l'Éducation de la petite enfance (Department of Education and Early Childhood Education). Le Ministère ouvre quatre garderies dans la province pour donner un meilleur accès aux services aux familles ayant de jeunes enfants. La ministre de l'Éducation, M^{me} Ramona Jennex, indique que les garderies offriront des programmes d'intervention auprès des jeunes enfants, des programmes avant et après l'école, des services de garde réglementés, des programmes d'apprentissage de la petite enfance et des programmes éducatifs aux parents. Des nouvelles garderies sont censées ouvrir au début de l'an prochain.

Comme l'enseignement en services de garde est très mal rémunéré, le taux de roulement est élevé et les garderies sont forcées d'embaucher des personnes ayant peu de formation. C'est en Nouvelle-Écosse que les éducateurs et éducatrices de la petite enfance sont le moins bien rémunérés au pays, avec un taux horaire moyen de 12,84 \$, selon une enquête intitulée *Oui, ça nous touche encore!*, publiée cette année par le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance. Le taux horaire moyen au Canada est de 16,50 \$.

NUNAVUT

D'après Dan Shewchuk, ministre responsable du Nunavut Arctic College, le Nunavut formera davantage d'éducateurs et d'éducatrices de la petite enfance. Le collège utilisera 1,1 million de dollars de fonds du fédéral pour former un plus grand nombre d'éducateurs et d'éducatrices de la petite enfance qui pourront travailler dans des garderies, des écoles ou comme responsables de leur propre service de garde. L'argent servant à payer le programme provient du Fonds stratégique

du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones du gouvernement fédéral et a été approuvé pour les deux prochaines années. On vise à former des gens qui travailleront auprès des enfants, du berceau à l'âge de six ans, dans des garderies, des maternelles, des écoles ou dans leur propre service de garde à domicile, l'accent étant fortement mis sur les années préscolaires. Le ministre a également déclaré que l'argent aidera le collège à étendre l'éducation de la petite enfance à l'ensemble du territoire et qu'il soutiendra et améliorera les programmes culturellement adaptés dans les collectivités.

ONTARIO

La Fédération des enseignantes et enseignants de l'Ontario investit à l'heure actuelle dans les services de garde à but lucratif du Royaume-Uni. En effet, les responsables du Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario (RREEO) sont très avancés dans leurs pourparlers en vue d'acheter Busy Bees, l'entreprise dirigeant les plus grosses installations de garderie au Royaume-Uni, jusqu'alors entre les mains de l'ancien spécialiste en gestion obligataire, Michael Milken. Le RREEO, qui détient l'un des plus importants fonds de retraite au Canada avec 129 milliards de dollars d'actifs, est actuellement le soumissionnaire préférentiel pour l'achat de Busy Bees, qui possède 212 installations de garderie dans l'ensemble du pays et prend soin de 19 000 enfants âgés de six semaines à cinq ans.

Le gouvernement de l'Ontario annonce le succès de sa politique de garderie à plein temps qui n'est pas encore entièrement mise en œuvre. Les porte-parole des services de garde indiquent que le programme rend l'accès aux services de garde difficile pour les parents de tout jeunes enfants. Le ministre de l'Éducation a annoncé les résultats d'une étude menée auprès de 600 élèves inscrits au cours des deux premières années de la maternelle à plein temps. L'étude laisse entendre que les enfants inscrits à la maternelle à plein temps risquaient peu d'être inhibés dans leur apprentissage et d'avoir des problèmes de santé ou de comportement susceptibles d'entraver leur apprentissage lorsqu'ils entreraient en première année. La politique touchant l'éducation et la maternelle à plein temps devrait être mise en œuvre

complètement dans toute la province de l'Ontario en septembre 2014 malgré des problèmes de budget et d'infrastructure.

Au mois d'août cette année, la ministre de l'Éducation, M^{me} Liz Sandals, a promis un registre interrogeable en ligne après l'annonce suivant laquelle les inspecteurs provinciaux n'avaient pas donné suite à quatre des cinq plaintes concernant un service de garde récemment implanté ne détenant pas de permis. M^{me} Sandals a déclaré que les lois provinciales concernant la garde des enfants étaient actuellement à l'étude.

QUÉBEC

Les responsables de garderies privées au Québec protestent contre le gouvernement Marois qui a ordonné des coupes de 15 millions de dollars dans les services de garde tout en ajoutant 28 000 nouvelles places en garderie. Les responsables de garderie menacent de renforcer leur opposition, de porter leurs contestations devant les tribunaux et même d'effectuer des mises à pied, mais le gouvernement a déclaré qu'il ne dérogerait pas de son plan.

La ministre québécoise de la Famille, M^{me} Nicole Léger, a annoncé que la province se prépare à établir une liste d'attente universelle qui permettra aux parents d'inscrire leurs enfants en ligne pour l'obtention de places en garderie subventionnées. La liste devrait être fonctionnelle dès juin 2014. Le service sera gratuit pour les parents qui pourront également avoir accès à leur dossier pour suivre l'évolution de leur demande. Les CPE et les garderies privées subventionnées devront utiliser le système pour combler les places disponibles. Les garderies privées ne seront pas tenues, quant à elles, d'utiliser le système.

SASKATCHEWAN

Le gouvernement de la Saskatchewan étudie la possibilité de modifier les règles des services de garde à domicile ne détenant pas de permis dans la province. La ministre des Services sociaux, M^{me} June Draude, et le ministre de l'Éducation, M. Russ Marchuk, ont abordé la question des problèmes posés par l'absence de lois en ce qui concerne la garde des enfants dans la province et au Canada après qu'une fillette de deux ans a perdu la vie cet été dans une installation de garde à domicile sans permis en Ontario. La Saskatchewan Early Childhood Association est favorable à ce que le gouvernement



interviewe pour régler les services de garde ne détenant pas de permis et souhaite que tous les services de garde de la province soient forcés d'obtenir un permis. Le ministre responsable des services de garde réglementés a confirmé que son bureau n'a pas le pouvoir d'ordonner la fermeture d'un service sans permis et que sa capacité de faire enquête est limitée. Les deux ministres ont déclaré attendre avec impatience les résultats du travail du député Greg Lawrence, qui plus tôt cette année a été nommé secrétaire législatif ayant pour tâche l'examen des structures d'accueil familial et des services de garde.

CALENDRIER

OCTOBRE

17-19

Richmond (C.-B.)

La BC Aboriginal Child Care Society tiendra sa 16^e conférence provinciale annuelle de formation

Intitulée *Treading Softly: Honouring Children, The Land and Our Culture*. Renseignements : www.acc-society.bc.ca.

18-20

St. John's (Terre-Neuve)

L'AECENL tiendra sa 21^e conférence provinciale annuelle intitulée Valuing Early Childhood Education & Care.

Renseignements et inscription : www.aecenl.ca.

24-26

Mississauga (Ontario)

Le Sheridan College tiendra son 8^e forum du département de l'éducation de la petite enfance

Intitulé *Evolution and Revolution in Early Childhood Education Programs*. Renseignements sur le programme, sur le voyage et l'hébergement et inscription : www.regonline.com/ecefacultyforum.

26

Saskatoon (Saskatchewan)

CONFÉRENCE ANNUELLE 2013 DE SECA

La conférence intitulée *Taking Care of YOU* se penchera sur VOUS en tant qu'administratrice et responsable d'un service de garde professionnel. Inscription : <http://saskcare.ca>.

JANVIER 2014

30 janvier – 1^{er} février

Vancouver (C.-B.)

La conférence 2014 sur la petite enfance intitulée Shaping Childhood: Factors that Matter

Sera parrainée par l'Interprofessional Continuing Education, UBC, en collaboration avec Human Early Learning Partnership. Inscription : www.interprofessional.ubc.ca.

RESSOURCE

Happy, Sad, & Everything in Between *All about my feelings*

lilSprout Press, avril 2013, livre relié

par Sunny Im-Wang, Psy.D

16,99 \$



Dans ce monde compétitif et hautement technologique où on cherche avant tout à préparer nos enfants en vue de leur réussite, il est facile d'oublier l'un des aspects essentiels : l'apprentissage affectif.

Cet ouvrage, dont le titre signifie, en

français, JOIE, TRISTESSE ET TOUT CE QUI SE TROUVE ENTRE LES DEUX : LA GAMME COMPLÈTE DE MES ÉMOTIONS, offre aux enfants (âgés de 4 à 8 ans) une méthode simple et amusante pour reconnaître et gérer leurs émotions.

ÉCHOS DE LA RECHERCHE

Early Childhood Education and Care in Canada 2012

Martha Friendly, Shani Halfon, Jane Beach et Barry Forer

Childcare Resource and Research Unit

Août 2013, 69 p.

ISBN 978-1-896051-55-0

Accessible en ligne à l'adresse : http://www.childcarecanada.org/sites/default/files/CRRU_ECEC_2012.pdf

Early childhood education and care in Canada 2012 est la neuvième édition d'une information uniformément recueillie pour Childcare Resource and Research Unit (CRRU). Il s'agit de rapports pancanadiens sur les programmes de la petite enfance établis et publiés environ tous les deux ans depuis le début des années 1990. Celui-ci, publié en 2013, jette un regard sur la garde et l'apprentissage des jeunes enfants (GAJE) au Canada durant la période 2011-2012 à partir de données longitudinales recouvrant l'ensemble du territoire canadien.